



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Eidgenössisches Departement für  
Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation UVEK

**Bundesamt für Umwelt BAFU**

Abteilung Klima

Referenz/Aktenzeichen: P075-1381

4. August 2016

## Bericht an den Bundesrat

---

# Konzept Klimaprogramm

# Bildung und Kommunikation

---

## Inhaltsverzeichnis

<b>Management Summary</b> .....	4
1 Auftrag und Ausgangslage.....	7
2 Grundlagen.....	7
2.1 Wirkung von Bildung und Kommunikation für den Klimaschutz.....	7
2.2 Abklärungen und Handlungsbedarf.....	8
2.2.1 Handlungsbedarf im Bereich Bildung.....	8
2.2.2 Handlungsbedarf im Bereich Kommunikation.....	10
2.3 Akteure und Zielgruppen.....	12
2.4 Handlungsfelder.....	14
2.5 Umfeld.....	15
3 Schlussfolgerungen und Grundsätze.....	19
4 Schwerpunkte.....	20
4.1 Schwerpunkte in der Bildung.....	21
4.1.1 Verstärkung von Klimakompetenzen in der Berufsbildung und Aufbau Netzwerk.....	22
4.1.2 Verstärkung von Klimakompetenzen in der beruflichen Weiterbildung.....	22
4.2 Schwerpunkte in der Kommunikation.....	23
4.2.1 Handlungsorientierte Beratung und Angebote.....	24
4.2.2 Verstärkung von wirksamer Klimakommunikation.....	24
4.2.3 Information der Öffentlichkeit zur Stärkung von Klimawissen.....	25
5 Umsetzung – Massnahmen.....	25
5.1 Tabellarischer Überblick.....	27
5.2 Schnittstellen und Synergien zu laufenden Programmen.....	30
5.3 Zusatznutzen des Klimaprogramms.....	31
6 Ressourcen 2017–2020 und post 2020.....	32
7 Anhang.....	33
7.1 Anhang 1: Grundlagen.....	33
7.1.1 Gesetzliche Grundlagen.....	33

7.1.2	Quellenverzeichnis.....	34
7.2	Anhang 2: Massnahmenblätter Bildung.....	37
7.2.1	BM 1 – Klimakompetenzen in der beruflichen Grundbildung (EFZ/EBA) fördern .....	37
7.2.2	BM 2 – Klimakompetenzen in der höheren Berufsbildung (BP/HFP/HF) fördern .....	38
7.2.3	BM 3 – Netzwerke in der Berufsbildung fördern und stärken.....	39
7.2.4	BM 4 – Klimakompetenzen in der beruflichen Weiterbildung fördern .....	40
7.2.5	Grundlagen für eine stufengerechte Klimabildung erarbeiten .....	41
7.2.6	Klimakompetenzen in der Allgemeinbildung fördern .....	42
7.3	Anhang 3: Massnahmenblätter Kommunikation .....	43
7.3.1	KM 1 – Klimaberatung für Energiestädte stärken.....	43
7.3.2	KM 2 – Klimaberatung von Gemeinden verankern.....	44
7.3.3	KM 3 – Klima-Kommunikation von Energiestädten unterstützen .....	45
7.3.4	KM 4 – Klima-Kommunikation von Gemeinden unterstützen.....	46
7.3.5	KM 5 – Klima-Kommunikation in Modell-Projekten für definierte Zielgruppen fördern....	47
7.3.6	KM 6 – Öffentlichkeit zu Klimaschutz informieren, beraten und motivieren .....	48

## Synthèse

**Mandat et objectif :** la formation, l'information et le conseil sur la question du changement climatique et de ses conséquences permettent d'acquérir des compétences et créent ainsi les bases d'un comportement respectueux du climat. Le Conseil fédéral a mandaté le DETEC (l'OFEV en collaboration avec l'OFEN) de développer un concept cadrant avec les activités, en cours et planifiées, de la Confédération, des cantons et des communes.

Le Programme Climat - formation et communication met en œuvre ce mandat sur la base de la loi sur le CO<sub>2</sub> et l'ordonnance sur le CO<sub>2</sub>. En collaboration avec les cantons et les organisations du monde du travail (de l'économie), il doit renforcer la politique climatique suisse en encourageant la formation et la formation continue des personnes. Selon la branche et le cahier des charges, ces dernières doivent être en mesure et incitées, dans le cadre de leur activité professionnelle, à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à remédier aux effets du changement climatique. Par des mesures de communication ciblées, il doit en outre conseiller la population, l'économie, les communes et les consommatrices et consommateurs sur les mesures à prendre de protection du climat et informer le grand public des conséquences du changement climatique et des possibilités de réduction de gaz à effet de serre et de l'atténuation des conséquences du changement climatique.

**Mesures à prendre :** l'analyse des acteurs et des besoins, les recommandations stratégiques de l'OcCC pour la politique climatique suisse ainsi que le rapport de l'IDHEAP Lausanne sur la mise en œuvre de la loi sur le CO<sub>2</sub> constatent que les lacunes d'informations, de connaissances et de formation et une sensibilisation du public insuffisante entravent la mise en œuvre des stratégies de réduction du CO<sub>2</sub>; ils recommandent l'utilisation d'outils d'informations et de formation à différents niveaux, contribution importante de sensibilisation et d'aptitude pour la réduction d'émissions nécessaire.

Dans le domaine de la formation, il existe un besoin d'agir à tous les niveaux de formation, de la formation générale à la formation du niveau des hautes écoles en passant par la formation professionnelle, la formation continue y compris. L'accent ici est mis sur la formation professionnelle. Il s'agit de consigner de manière adéquate les compétences en matière de protection du climat des professions liées au climat et de les renforcer.

Dans les domaines de la communication et du conseil, il existe avant tout un besoin d'agir au niveau communal; les villes et les communes doivent être soutenues pour assumer leur rôle de modèle en matière de protection du climat et exploiter leurs marges de manœuvre. En outre, la compréhension des acteurs sur les objectifs et les mesures de la politique climatique suisse doit être accrue.

**Principes, priorités et mesures :** quelques offres d'informations, de formation et de conseil en matière de changement climatique et ses conséquences existent déjà chez divers acteurs de l'économie, de la formation, de l'administration et des associations. Ce domaine thématique est cependant traité de manière fragmentée et perçu comme tel. La thématique climatique est souvent considérée par les individus comme abstraite et sans relation directe avec le quotidien professionnel ou la vie privée.

Le Programme Climat - formation et communication transmet **des informations adaptées aux groupes cibles**, offre **des conseils sur des possibilités d'action concrètes**, met les acteurs en **réseau** et met en place une **stratégie à long terme**.

Il sera réalisé en **partenariat avec des acteurs** qui sont confrontés de différentes manières au thème „climat“ et se base sur leurs expériences. C'est pourquoi le programme doit déployer son efficacité à tous les niveaux politiques, de l'économie et de diverses organisations et renforcer les activités des acteurs.

Les **mesures** proposées dans le Programme Climat sont coordonnées avec les activités existantes de la Confédération (Programme SuisseÉnergie, Mesures de la Confédération pour préserver les ressources et assurer l'avenir de la Suisse (économie verte), Stratégie Climat pour l'agriculture, National Centre for Climate Services NCCS, etc.). Elles doivent permettre de faire en sorte que les professionnels, communes, entreprises, consommatrices et consommateurs soient qualifiés et incités à réduire les émissions de gaz à effet de serre dans leur domaine d'influence. Ces mesures doivent offrir des possibilités d'action concrètes dans tous les champs d'action, mais en particulier dans les quatre domaines Bâtiments (ménages et secteur des services), transport, production industrielle ainsi que agriculture et alimentation, grâce à des projets contribuant à la protection du climat orientés sur les besoins et proches du quotidien.

**Priorités dans la formation :**

- Renforcement des compétences en matière de climat dans la formation professionnelle et construction d'un réseau
- Renforcement des compétences en matière de climat dans la formation professionnelle continue

**Priorité dans la communication :**

- Conseil et offres orientés vers la pratique (en particulier pour les communes)
- Renforcement de l'efficacité de la communication en matière de climat
- Information au public sur le renforcement du savoir en matière de climat

Au vu des ressources limitées en personnel et financières, un rapport coûts-bénéfices optimal doit être atteint. Dans un premier temps, quatre mesures prioritaires devront être mises en œuvre ces quatre prochaines années dans le domaine de la formation et cinq dans le domaine de la communication.

**Le Programme Climat**

- remplit un mandat légal;
- sera largement soutenu grâce aux mesures prises conjointement par les partenaires de la communication et de la formation en matière de climat;
- permet, grâce à la collaboration avec les communes, une communication active avec la population et les entreprises;

- *transmet des informations et permet d'accéder à un style de vie respectueux du climat;*
- *permet une réduction plus rapide des émissions de gaz à effet de serre, puisque les instruments de politique climatique agiront mieux grâce aux mesures de formation ciblées, à des informations compréhensibles et à du conseil compétent.*

**Ressources et perspectives après 2020:** *la mise en oeuvre du Programme Climat doit démarrer dès janvier 2017 et durer, dans une première phase, jusqu'à 2020. Pour la mise en oeuvre des mesures prioritaires, il existe à l'OFEV, office fédéral compétent en premier lieu, un besoin en personnel de près de deux postes. Les coûts pour l'accompagnement et le conseil en matière de mesures ainsi que pour le développement d'instruments et d'outils sont estimés à près de 1,7 millions de CHF par an.*

*Pour la période après 2020, l'Office fédéral de l'Energie soumettra au Conseil fédéral un nouveau concept pour la troisième décennie de SuisseÉnergie. Pour cette phase de SuisseÉnergie après 2020, il conviendra d'examiner dans quelle mesure l'énergie et le climat peuvent être associés dans un programme et les projets individuels harmonisés de manière optimale entre eux en tenant compte des compétences professionnelles spécifiques des offices. Une première série d'activités du programme courant de SuisseÉnergie peuvent déjà être examinées.*

# Konzept Klimaprogramm Bildung und Kommunikation

## 1 Auftrag und Ausgangslage

Bildung und damit verbunden der Aufbau von klimarelevanten Handlungskompetenzen ist ein elementarer Pfeiler für die Umsetzung einer effizienten Klimapolitik. Bildung zu Klimathemen soll deshalb auf allen Stufen Eingang finden; von der obligatorischen Schule über die Berufsbildung bis zu den Hochschulen sowie speziell auch im Rahmen der beruflichen Weiterbildung.

Informationen über Ursachen und Folgen des Klimawandels sowie über klimafreundliches und an den Klimawandel angepasstes Verhalten sind eine Grundvoraussetzung für situationsgerechtes Verhalten in Beruf und Alltag. Die Informationstätigkeit der Behörden orientiert sich an den allgemeinen Verwaltungsgrundsätzen. Sie muss verständlich, sachlich, transparent und verhältnismässig sein.

Das seit dem 1. Januar 2013 geltende CO<sub>2</sub>-Gesetz beinhaltet in Artikel 41 einen Bildungs-, Informations- und Beratungsauftrag. Die CO<sub>2</sub>-Verordnung präzisiert die Aufgaben in den Artikeln 128 und 129. Der Bundesrat beauftragte das Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation UVEK, ein auf laufende und geplante Aktivitäten von Bund, Kantonen und Gemeinden abgestimmtes Konzept mit flankierenden Massnahmen zur besseren Umsetzung der klimapolitischen Ziele zu entwickeln. Das BAFU hat in enger Zusammenarbeit mit dem BFE das vorliegende Konzept erarbeitet. Die Massnahmen fokussieren je nach konkreter Aufgaben- und Problemstellung auf die Reduktion der Treibhausgase, auf die Anpassung an den Klimawandel oder auf eine Kombination der beiden; entscheidend ist die konkrete Problemstellung im Alltag der in der Gesetzgebung genannten Akteure.

## 2 Grundlagen

### 2.1 Wirkung von Bildung und Kommunikation für den Klimaschutz

Bildungsmassnahmen wirken langfristig; sie sind systematisch in die stufen- und branchenspezifischen Strukturen zu implementieren. Durch Vermittlung von Wissen über Klimazusammenhänge sowie von Handlungsansätzen zur Reduktion von Treibhausgasen gewährleisten die Massnahmen eine fachgerechte Umsetzung der klimapolitischen Instrumente. Bildungsmassnahmen sollen sicherstellen, dass genügend Fachleute und Entscheidungsträger emissionsvermindernde Technologien, Verfahren, Produkte und Dienstleistungen entwickeln und situationsgerecht einsetzen können.

Informationsmassnahmen bewirken die Sensibilisierung der Bevölkerung für die Klimaproblematik und vermitteln grundlegende Verhaltensgrundsätze und Handlungsoptionen für spezifische Zielgruppen. Sie sollen dazu beitragen, dass Mitarbeitende in Unternehmen und Gemeinden, aber auch Einwohnerinnen und Einwohner sowie Konsumentinnen und Konsumenten informiert und bereit sind, klimaschonende Dienstleistungen und Güter nachzufragen und Klimaaspekte systematisch bei Investitions- und Konsumententscheidungen mit einzubeziehen.

Beratung sichert den gezielten, vertieften Wissenstransfer für klimafreundliches Handeln. Der Bevölkerung und weiteren Zielgruppen wie Gemeinden oder Unternehmen sollen Entscheidungsgrundlagen sowie Handlungsoptionen aufgezeigt werden.

Bildung, Information und Beratung unterstützen einerseits die Wirkung der hoheitlichen Massnahmen der Klimagesetzgebung, andererseits wird damit auch klimafreundliches Handeln in jenen Bereichen gefördert, in denen es keine gesetzlichen Instrumente gibt.

Damit wird die Akzeptanz für die bestehenden Instrumente gestärkt, eine Basis für eine zielorientierte Umsetzung klimarelevanter Massnahmen gelegt sowie das Verständnis für eine wirksame und effiziente Klimapolitik in den relevanten Handlungsbereichen gefördert.

Programme, die Verhaltensänderung und Wissensaufbau im Sinne der gesetzlichen Aufträge unterstützen, haben sich für die Umsetzung komplexer Gesetzaufträge zum Beispiel in der Gesundheitspolitik (Tabakprävention) oder der Wirtschaftspolitik (Schwarzarbeit) bewährt.

## **2.2 Abklärungen und Handlungsbedarf**

Das BAFU hat zusammen mit dem BFE eine Auslegeordnung über bisherige Aktivitäten in den Bereichen Aus- und Weiterbildung, Beratung und Information vorgenommen und verschiedene Abklärungen und Studien in Auftrag gegeben, um den Bedarf für zusätzliche Aktivitäten und Verbesserungspotenziale abzuschätzen. Zudem wurden in Workshops und mit gezielten Interviews die Bedürfnisse verschiedener Branchen und Akteure in Bildung, Beratung und Information und deren Interesse an einer Mitwirkung am vorliegenden Klimaprogramm eruiert.

### **2.2.1 Handlungsbedarf im Bereich Bildung**

Die Abklärungen zum Stand der Klimabildung auf den verschiedenen Bildungsstufen vermitteln folgendes Bild:

Je einfacher der Zugang von **Lehrpersonen** zu wissenschaftlich abgestützten Informationen und stufengerecht aufbereitetem Fachwissen mit Bezug zu Handlungsorientierung für den Alltag ist, desto eher sind Lehrpersonen bereit, das Klimathema in den Unterricht einzubeziehen (John 2016). Fachgerechte und didaktisch gut aufbereitete Unterlagen und Materialien tragen dazu bei, den Aufwand zur Vermittlung von Klimawissen zu reduzieren und dadurch Wissen weiterzugeben in einem Bereich, der gesellschaftlich von hoher Bedeutung ist und regediskutiert wird.

In der **beruflichen Grundbildung** sowie in der **höheren Berufsbildung** gibt es Potenzial zur adäquaten Stärkung von klimarelevanten Handlungskompetenzen in **Bildungserlassen** sowie zur Vermittlung dieser Kompetenzen in der **Praxis** (greenjobs 2014a, 2014b). So beispielsweise in der Kundenberatung im Handel, bei der Anwendung von Ökobilanzen und Ökodesign in der Industrie oder für die Planung, Bereitstellung und Nutzung von Infrastrukturen für die Mobilität, Siedlungen oder Freizeitvorhaben.

**Berufe mit hoher Klimarelevanz** finden sich in den folgenden Bereichen (greenjobs 2014a, 2014b):

- Berufe der Lebensmittel-Wertschöpfungskette (landwirtschaftliche Produktion, Verarbeitung von Lebensmitteln, Handel, Gastgewerbe, Grosshaushalte);
- Mobilitäts-/Logistikberufe;
- Bau-/Energie- und umwelttechnische Berufe;
- Chemie-/Metall-/Maschinenbauberufe.

In der höheren Berufsbildung werden zwei Drittel der Abschlüsse im Dienstleistungssektor erworben. Dieser Sektor, der insbesondere verschiedene Verwaltungs-, Finanz- und Versicherungsberufe umfasst, übt einen wichtigen klimarelevanten Einfluss auf die Gesamtwirtschaft aus. Von Bedeutung sind auch Managementstellen in Dienstleistung oder Produktion, die betriebliche Prozesse und Entscheide unterstützen.

**Klimarelevante Handlungskompetenzen in der Berufsbildung** sollen grundsätzlich überall dort in die Aus- und Weiterbildung integriert werden, wo Fachleute in der täglichen Arbeit eine Reduktion von Treibhausgasen bewirken können. Solche Kompetenzen sollen zukünftig integraler Bestandteil der normalen Berufscurricula werden. Der Beruf des Kochs/der Köchin soll – beispielhaft und ohne Anspruch auf Vollständigkeit – klimarelevante Handlungskompetenzen illustrieren: Erkennen von klimarelevanten Arbeitsschritten bei der Planung (z.B. Menüplanung), bei der Beschaffung (z.B. Einkauf von Lebensmitteln, Produktionsart, Herkunft), bei der Optimierung des Angebots an Produkten/Dienstleistungen (z.B. Menüauswahl nach Ernährungsgrundsätzen, regionaler Saison), Präsentation und Verkauf (z.B. Auswahl, Portionengrößen), Marketing (z.B. Information über klimaschonende Lebensmittel auf dem Teller).

Die meisten Angebote in der Erwachsenenbildung existieren bisher nur deutschsprachig. Das Programm Klimabildung soll die **Mehrsprachigkeit** und die verschiedenen Bildungskulturen der Schweiz speziell berücksichtigen. Diese Übersetzungsarbeit besteht nicht nur aus einer sprachlichen, sondern auch aus einer didaktischen Anpassung an das kulturelle Umfeld (sanu 2014).

Es gibt Branchen wie die Landwirtschaft, die Gastronomie, die Mobilität/Logistik oder das Bauwesen, in denen bereits ein gewisses Bewusstsein für die Klimarelevanz vorhanden ist und die entsprechend **Aus- und Weiterbildungsangebote mit Klimainhalten** vorweisen können. Diese Ansätze können als Basis dienen, um die Klimathematik in diesen und weiteren Berufsfeldern in Theorie und Praxis breiter zu verankern und beispielsweise Wissen aus der angewandten Forschung in die Praxis zu übertragen.

Wo das **Bewusstsein** bei Branchen und ihren Bildungsträgern noch **gering** ist, braucht es zuerst Information und Grundlagen, um wichtige Funktionsträger wie Fachleute, Führungskräfte im mittleren und obersten Management von Unternehmen oder in der Verwaltung auf die Klimarelevanz ihres Handlungsfeldes aufmerksam zu machen (sanu 2015).

**Klimakommunikation und Klimabildung** gehen teilweise Hand in Hand. Klimakommunikation macht z.B. Schlüsselpersonen aus Branchen auf die Bedeutung von Klimawandel und Klimaschutz für ihre Unternehmen aufmerksam, und Klimabildung gibt unterschiedlichen Gruppen solide Grundlagen und das nötige Rüstzeug zum praktischen Klimaschutz in Beruf und Alltag.

Die Klimathematik ist in der **Weiterbildung von Fachkräften und Kaderleuten** mit Vorteil mit anderen bereits eingeführten Nachhaltigkeitsthemen wie Energie- oder Ressourceneffizienz und überdies in wirtschaftsnahen Lehrgängen und Kursen mit Themen wie Kostensenkung, neue Märkte und Innovationsförderung zu verbinden. Bedeutung, Risiken und Chancen von Klimaschutz und Anpassung an den Klimawandel sollen für Branchen und Unternehmen thematisiert werden und als integrale Bestandteile in die strategische Ausrichtung von Geschäftsfeldern in Unternehmen, Verbänden und der Verwaltung einfließen (sanu 2015). Für Kaderleute eignen sich insbesondere nicht-formale Weiterbildungen wie Inputreferate, betriebsinterne Schulungen oder thematische Netzwerktreffen.

**Austausch und Plattformen zur Vernetzung** und Zusammenarbeit von Schlüsselpersonen aus Verbänden, Unternehmen und Bildungsträgern sind wichtig, um aktuelle Herausforderungen des Klimaschutzes zu diskutieren, gute und schlechte Erfahrungen kennen zu lernen und Konsens über gemeinsame Vorgehensweisen zu erzielen. Solche Plattformen und Netzwerke helfen zudem Vertrauen aufzubauen, die Bedürfnisse der verschiedenen Teilnehmenden kennen zu lernen und das Bewusstsein über deren Betroffenheit und den Nutzen von Veränderungen zu entwickeln. Bildungsplattformen und technologiebezogene «Runde Tische» haben sich im Energiebereich bewährt, speziell bei der Bündelung und Koordination von Weiterbildungsangeboten (sanu 2015).

### 2.2.2 Handlungsbedarf im Bereich Kommunikation

Je besser die Bevölkerung über den Klimawandel und die eigenen Möglichkeiten und deren Bedeutung zur Reduktion von Treibhausgasen informiert ist, desto eher bestehen Motivation und Fähigkeit, diese Möglichkeiten auch umzusetzen. Akteurs- und Bedarfsanalysen, ein Bericht des OcCC (2015) sowie ein Evaluationsbericht der IDHEAP (2016) zur Umsetzung des CO<sub>2</sub>-Gesetzes stellen fest, dass Informations-, Wissens- und Bildungslücken in verschiedenen Bereichen und eine ungenügende öffentliche Mobilisierung die Umsetzung der CO<sub>2</sub>-Reduktionsstrategien behindern; sie empfehlen **Sensibilisierungs-, Informations- und Bildungsinstrumente auf verschiedenen Ebenen**. Der European Environment Agency Report (2016) «Communication, environment and behaviour» zeigt auf, dass ein Wandel in Richtung ressourceneffiziente Gesellschaft alleine durch Kommunikationsmassnahmen alleine zwar nicht gelingt. Neuste Erkenntnisse aus den Bereichen Kommunikation und Verhaltensökonomie können jedoch die politischen Instrumente ergänzen und somit die Wirkung von Umweltmassnahmen unterstützen.

Die **Bevölkerung in der Schweiz** hat beim Thema Klimawandel ein gewisses Problembewusstsein, auch wenn andere Themen dominieren. Der eigene Informationsstand und die eigenen Handlungsmöglichkeiten werden eher hoch eingestuft, auch wenn die Klimarelevanz einzelner Alltags-

tuationen falsch eingeschätzt wird und Individuen ihr Umweltverhalten überschätzen (58% verhalten sich ihrer Einschätzung nach überdurchschnittlich, 39% durchschnittlich umweltfreundlich). So wird zum Beispiel die Bedeutung der Wohnfläche für die CO<sub>2</sub>-Reduktion unterschätzt und anderer Bereiche wie Verpackungsmaterial überschätzt. Die Bevölkerung unterstützt im Prinzip klimafreundliches Handeln und sieht insbesondere die Wirtschaft, aber auch die Behörden und sich selber in der Pflicht. Rund zwei Drittel der Befragten denken, eine konsequente Umweltpolitik wirke sich positiv auf die Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Wirtschaft aus. Technologische Innovationen (93%), langlebige Produkte (91%), umweltfreundlicher Konsum (91%) und Vorschriften wie Mindeststandards (83%) gelten als wirksame Massnahmen. Aber nur 22% glauben, dass Wissenschaft und Technik Probleme alleine lösen. Dies ergab eine repräsentative Bevölkerungsumfrage im Jahre 2014 (INFRAS 2015a, 2015b).

Aus einer Analyse der Akteure (cRKom 2014), die sich in der Schweiz mit Kommunikation im Klimabereich befassen, lassen sich folgende **Empfehlungen für die Kommunikation** ableiten:

- Andere öffentlich diskutierte Themen wie Energie oder Grüne Wirtschaft sollen als Katalysatoren für das Klimathema genutzt werden;
- Die Kommunikation muss das Ziel verfolgen, das Thema in den Alltag der Bevölkerung der Schweiz zu tragen;
- Klimawandel muss sichtbar gemacht werden und nachvollziehbar sein. Je konkreter die Sensibilisierung ist, desto grösser die Betroffenheit und desto höher auch die Bereitschaft zum Handeln;
- Für das Klima besonders relevante Handlungsfelder wie die Mobilität müssen vertieft analysiert und auf Lösungsmöglichkeiten für einen wirksamen Klimaschutz geprüft werden.

Das Klimaprogramm nutzt die föderalistische Struktur und setzt zuerst dort den Hebel an, wo sich politische Mehrheiten und soziale Akzeptanz am leichtesten erarbeiten lassen. So können beispielsweise im kommunalen Umfeld am besten Möglichkeiten für konkrete Erfahrungen geschaffen werden.

Neben der wichtigen **Verantwortung des Einzelnen** braucht es angesichts der Grösse des Problems auch verbindliche «Spielregeln», die Orientierung geben und die Komplexität reduzieren helfen. Solche **Spielregeln** sind beispielsweise in Unternehmen oder Verwaltung Dienstreise-Reglemente (z.B. Flugreisen erst ab einer bestimmten Wegstrecke, Spesenentschädigung abgestuft nach Effizienzklasse des Fahrzeugs) oder das Parkplatzmanagement und Regeln für Catering oder Verkehrs- und Abfallmanagement bei Grossanlässen.

Die Kommunikation soll dazu beitragen, die Öffentlichkeit und bestimmte Zielgruppen erstens auf die Klimaproblematik in geeigneter Weise aufmerksam zu machen, zweitens konkrete praktische Handlungsempfehlungen zu geben und die Bereitschaft zum Handeln zu fördern, drittens Fortschritte zu honorieren und viertens dadurch den Weg zu ebnen für klimafreundlichere Gewohnheiten im Alltag

von Schulen, Unternehmen, Verwaltungen, Vereinen und Privatpersonen. Diese Kommunikationsschritte (informieren, sensibilisieren, zum Handeln motivieren, honorieren, normalisieren) sind wichtige Etappen, um neue klimaschonendere Gewohnheiten in die Alltagsroutinen zu verankern. Sie umfassen die Vermittlung von Grundwissen und Fakten (normative Ebene), aber auch emotionale Informationen (affektive Ebene) sowie die Etablierung von Alltagsregeln (normative Ebene).

### 2.3 Akteure und Zielgruppen

Akteure im Bildungsbereich:

- **Bund und Kantone:** Berufsbildung ist eine gemeinsame Aufgabe von Bund, Kantonen und Organisationen der Arbeitswelt. Zuständig für einheitliche Rahmenbedingungen und die schweizweite Koordination sind das Staatssekretariat für Bildung, Forschung und Innovation (SBFI 2016) und die Schweizerische Berufsbildungsämter-Konferenz (SBBK)<sup>1</sup>.
- **Berufs- und Branchenverbände** legen in ihrer Funktion als **Organisationen der Arbeitswelt** (OdA) die Kompetenzprofile der angehenden Fachleute sowohl in der formalen Ausbildung (berufliche Grundbildung, höhere Berufsbildung) als auch in der beruflichen Weiterbildung fest.
- **Bildungsanbieter, Schulen und Lehrpersonen:** Sie sind für die Durchführung von Aus- und Weiterbildungen auf allen Stufen von Schülerinnen und Schülern, Lernenden, Studierenden aber auch von bereits berufstätigen Fachleuten verantwortlich. Im Fokus sind auch Organisationen, die bereits in Klima- und Umweltbildung oder der Bildung für Nachhaltige Entwicklung tätig sind.

Zielgruppen des Bildungsbereichs:

- **Bildungsanbieter, Schulen und Lehrpersonen:** In ihrer Rolle als Multiplikatoren sind Lehrpersonen und Bildungsanbieter eine wichtige Zielgruppe des Programms.
- **Führungskräfte aus Politik, Verwaltung und Wirtschaft:** Nicht nur ausführende Fachkräfte, sondern auch Kadermitarbeitende, die operative und strategische Entscheide fällen, sind wichtige Handlungsträger.
- **Unternehmen:** Sie sind entscheidend, um emissionsarme Produkte und Prozesse zu entwickeln und umzusetzen, und üben als Ausbildungsstätten für Lernende und als Arbeitgeber eine Vorbildrolle aus. Zudem setzen sie neue Benchmarks und wirken als Multiplikatoren in der Branche und gegenüber den Konsumentinnen und Konsumenten.
- **Schülerinnen und Schüler der allgemeinbildenden Schulen:** Wissensvermittlung und Sensibilisierung für Klimathemen erfolgen oftmals im Rahmen von Projektunterricht und prägen auch die nachfolgenden Berufsbildungswege.

---

<sup>1</sup> Schweizerische Berufsbildungsämter-Konferenz (SBBK): Fachkonferenz der Schweizerischen Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren und des Fürstentums Liechtenstein

- **Absolventinnen und Absolventen der Berufsbildung:** Zwei Drittel der Jugendlichen in der Schweiz (60'000 bis 70'000 pro Jahr) absolvieren eine berufliche Grundbildung und gut 25'000 Personen schliessen jedes Jahr eine vom Bund reglementierte höhere Berufsbildung ab. Damit bietet die berufliche Grund- und die höhere Berufsbildung sowie die berufliche Weiterbildung den grössten Hebel für die Klimabildung.

Akteure im Kommunikationsbereich:

- **Bund:** Neben dem BAFU kommunizieren weitere Bundesämter im Rahmen ihrer Aufgaben über klimarelevante Politikfelder (MeteoSchweiz, BFE, BLW, BAZL, DEZA, SECO, ARE, BABS, BAG).
- **Wissenschaft:** ProClim<sup>2</sup>, das Forum für Klima und globale Veränderungen der Akademie der Naturwissenschaften, das Beratende Organ für Fragen der Klimaänderung OcCC<sup>3</sup> sowie die verschiedenen Hochschulen bieten eine Fülle an wissenschaftlichen Publikationen und Angeboten des Wissenstransfers. Sie sind wichtige Partnerinnen zur Bereitstellung wissenschaftlich fundierter Inhalte der Klimakommunikation.
- **Städte und Gemeinden:** Eingespielte Netzwerke wie die «Energistädte» oder das «Klimabündnis» sind gute Beispiele für das Engagement der Gemeinden und ihrer Verbände. Sie bringen Erfahrung und Projekte in der Klimakommunikation mit und sind motiviert, als Multiplikatoren zu wirken. Die Gemeindeebene bietet sowohl die erforderliche Bürgernähe als auch den nötigen Handlungsspielraum für die konkrete Umsetzung von Massnahmen. Die Zusammenarbeit mit internationalen Netzwerken für lokale Klima- und Nachhaltigkeitsprojekte in Städten wie das KlimaBündnis – Städte Schweiz (KBSS) oder ICLEI<sup>4</sup> ist im Aufbau.
- **Kantone:** Die Kantone erfüllen Vollzugsaufgaben in den Bereichen Energie, Raumplanung und Mobilität sowie Land- und Waldwirtschaft und haben auch bei den Massnahmen zur Anpassung an den Klimawandel eine tragende Rolle. Mehrere Kantone beteiligen sich an Pilotprojekten im Rahmen des Aktionsplans zur Anpassung an den Klimawandel. Die Kantone koordinieren sich über die jeweiligen Regierungskonferenzen (BPUK<sup>5</sup>, EnDK<sup>6</sup>) und den Koordinationsorganen auf Amtsebene (KVU<sup>7</sup>).
- **Wirtschaft:** Wirtschaftsverbände, Umsetzungsorgane sowie einzelne Unternehmen, die sich freiwillig oder im Gegenzug zur CO<sub>2</sub>-Abgabebefreiung zu betriebseigenen Reduktionen verpflichten, informieren ihre Anspruchsgruppen gemäss ihren jeweiligen Bedürfnissen, jedoch sehr

---

<sup>2</sup> ProClim, Forum für Klima und globale Umweltveränderungen; Schnittstelle zwischen Wissenschaft und Verwaltung, Politik, Wirtschaft sowie Öffentlichkeit; fördert die Kommunikation zwischen diesen Bereichen.

<sup>3</sup> Organ consultatif sur le Changement Climatique OcCC, beratendes Organ für Fragen der Klimaänderung

<sup>4</sup> ICLEI – Local Governments for Sustainability, globales Städtenetzwerk für Umwelt und Klima (ursprünglicher Name: International Council for Local Environmental Initiatives)

<sup>5</sup> BPUK: Bau-, Planungs- und Umweltdirektoren-Konferenz

<sup>6</sup> EnDK: Konferenz Kantonalen Energiedirektoren

<sup>7</sup> KVU: Konferenz der Vorsteher der Umweltschutzämter der Schweiz

fragmentiert. Eine eigene Kommunikationsstrategie verfolgt zum Beispiel die Stiftung Klimaschutz und CO<sub>2</sub>-Kompensation (KliK), die zur Erfüllung ihrer Pflicht zur CO<sub>2</sub>-Kompensation entsprechende Projekte akquirieren muss. Weitere Akteure sind Anbieter rein freiwilliger Kompensationsmassnahmen (z.B. myclimate), die zudem bei der Sensibilisierung, Information und in spezifischen Bildungsangeboten aktiv sind (z.B. Energie- und Klimapioniere vom Kindergarten bis zum Gymnasium). Energieversorgungsunternehmen (EVU) thematisieren Klimaschutz im Zusammenhang mit Energieeffizienz und bieten wirkungsvolle Programme an. Cleantech-Verbände<sup>8</sup> und -Unternehmen lancieren eigene Klimaprogramme und wirken als Multiplikatoren. Auch die (Energie)-Fachverbände<sup>9</sup> verfügen über ein grosses Fachwissen und sind bereits in der Klimakommunikation oder verwandten Gebieten tätig.

- **Umwelt- und Verkehrsorganisationen:** Die Umweltorganisationen leisten eine langjährige systematische und breite Sensibilisierungsarbeit mit Informationen und Handlungsangeboten. Sie haben einen beträchtlichen Teil der Bevölkerung motiviert, der heute bereits klimafreundlich handelt und dadurch zur Förderung der gesetzlichen Instrumente beiträgt.
- **Medien:** Die Akteure der Kommunikations- und Medienbranche sowie der wissenschaftlichen Kommunikation sind aufgrund ihrer Vermittlerrolle wichtige Partner.

## 2.4 Handlungsfelder

Das Programm Klimabildung und -kommunikation soll insbesondere die klimapolitischen Massnahmen in den vier Sektoren mit den grössten Treibhausgasemissionen unterstützen, für die der Bundesrat spezifische Reduktionsziele verfolgt:

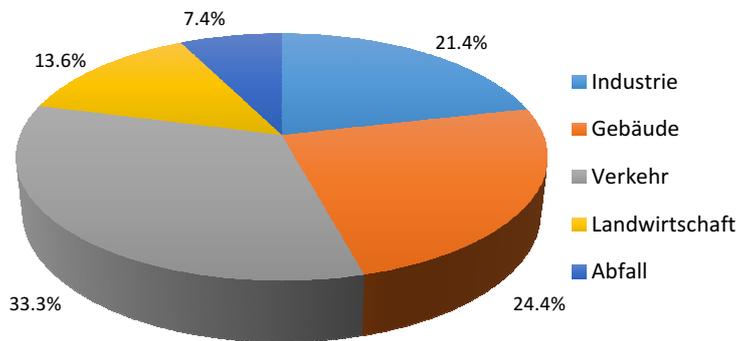
- Gebäude (Haushalte und Dienstleistungssektor)
- Verkehr
- Industrie
- Landwirtschaft und Ernährung

---

<sup>8</sup> z.B. SVUT (Schweiz. Verband für Umwelttechnik), GebäudeKlima (Schweiz. Verein für Heizungs-, Lüftungs- und Klimatechnik), Swisscleantech

<sup>9</sup> z.B. Swissolar, Biomasse Schweiz, WKK (Schweiz. Fachverband für Wärmekraftkoppelung)

Grafik 1: Treibhausgas-Emissionen gemäss Kyoto-Protokoll aufgeteilt nach Verursacher, Jahr 2014



Die im Klimaprogramm vorgeschlagenen Massnahmen sollen dazu führen, dass Fachkräfte, Gemeinden, Unternehmen, Konsumentinnen und Konsumenten befähigt und motiviert sind, in ihrem Einflussbereich Treibhausgasemissionen zu reduzieren. Dabei sollen die Massnahmen in allen Handlungsfeldern, jedoch insbesondere in den oben genannten vier Bereichen mit den grössten Treibhausgasemissionen zum Klimaschutz beitragen.

### 2.5 Umfeld

Klimapolitische Anliegen sind nur zusammen mit verwandten Sektorpolitiken in den Bereichen Energie, Verkehr, landwirtschaftliche und industrielle Produktion oder Konsum zu erfüllen. Eine eigenständige, auf andere Bereiche abgestimmte Klimabildung und -kommunikation ergänzt und verstärkt bestehende Programme und nutzt entsprechende Synergiepotenziale. Sie setzt zusätzliche inhaltliche und strategische Akzente im Sinne der gemeinsamen Ziele der Ressourceneffizienz und einer klimaverträglichen Gesellschaft.

Folgende Programme/Aktionspläne weisen grosses Synergiepotenzial mit dem geplanten Klimaprogramm hinsichtlich Stossrichtungen und Handlungsfeldern auf:

#### **EnergieSchweiz (BFE)**

Das vom Bundesrat bis 2020 verlängerte Aktionsprogramm EnergieSchweiz (BFE 2013) zielt auf die Erhöhung der Energieeffizienz und den Ausbau der erneuerbaren Energien ab. Das Programm soll einen massgeblichen Beitrag zu einer sicheren, wirtschaftlichen, umweltverträglichen und CO<sub>2</sub>-armen Energieversorgung leisten. EnergieSchweiz koordiniert und fördert freiwillige Massnahmen für den Vollzug der geltenden Energiegesetzgebung.

Während in der ersten Programmetappe 2001 bis 2010 die Entwicklung von Produkten und Instrumenten für mehr Energieeffizienz im Vordergrund stand, nehmen Kommunikation und Beratung sowie die Aus- und Weiterbildung in der aktuellen Programmetappe bis 2020 einen höheren Stellenwert ein.

Von den rund 50 Millionen Franken, die EnergieSchweiz jährlich zur Verfügung stehen, fliessen aktuell jährlich ca. fünf Millionen in die Kommunikation und sieben Millionen in die Bildung.

Im Bereich der Kommunikation ist EnergieSchweiz in fünf Themenfeldern aktiv, darunter Mobilität, Elektrogeräte & Stromeffizienz, Industrie & Dienstleistungen, Gebäude und erneuerbare Energien. Die Aktivitäten sollen die vielfältigen Informationsdefizite verschiedenster Zielgruppen beseitigen.

Mit einer spezifischen Bildungsinitiative verstärkt EnergieSchweiz die Aus- und Weiterbildungsaktivitäten im Energiebereich mit Schwerpunkt im Baugewerbe (verstärkte Zusammenarbeit mit Verbänden, zertifizierte Nachdiplomlehrgänge usw.). Ziel ist, in enger Zusammenarbeit mit der Wirtschaft und den Bildungsorganisationen genügend Fachleute für die Umsetzung einer ressourcenschonenden Energiebereitstellung und -nutzung bei Gebäuden zu befähigen. EnergieSchweiz ist in diesem Bereich als Drehscheibe für die Koordination und Förderung der Aus- und Weiterbildung etabliert.

Kommunikationsziele von EnergieSchweiz:

- Sensibilisierung, Beratung und Motivation von Investoren und Käufern sowie Betreibern über Energieeffizienz und erneuerbare Energien
- Kommunikation im Sinne einer Vorreiterrolle und als Impulsgeber zukunftsweisender Themen und entsprechender Projekte
- Verstärkung der Multiplikatorenwirkung dank Einbezug öffentlicher und privatwirtschaftlicher Partner

EnergieSchweiz schafft die Voraussetzungen für die Umsetzung der energiepolitischen Massnahmen, die ohne staatliche Unterstützung der genannten Aktivitäten nicht oder nur mit grosser Verzögerung realisierbar wären.

Bildung und Kommunikation im Energiebereich sind klimarelevant und damit eng verzahnt mit Bildung und Kommunikation im Klimabereich.

Bildungsziele von EnergieSchweiz:

- Die Marktdurchdringung von Wissen über Energieeffizienz und erneuerbare Energien wird beschleunigt und die Wissensvermittlung optimiert.
- Die Akzeptanz und bedarfsorientierte Ausrichtung von Bildungsangeboten wird durch die enge Zusammenarbeit mit Kantonen, Verbänden und Bildungsinstitutionen sichergestellt.

### **Grüne Wirtschaft – Massnahmen des Bundes für eine ressourcenschonende, zukunftsfähige Schweiz (BAFU)**

Mit dem Bericht «Grüne Wirtschaft – Massnahmen des Bundes für eine ressourcenschonende, zukunftsfähige Schweiz» (BAFU 2016; Auftrag aus dem Aktionsplan Grüne Wirtschaft 2013) erteilte der Bundesrat am 20. April 2016 den Auftrag zur Umsetzung von Massnahmen für die Jahre 2016 bis

2019 in den Bereichen Konsum und Produktion, Abfälle und Rohstoffe sowie übergreifende Instrumente. Sie haben zum Ziel, die natürlichen Ressourcen zu schonen, den Konsum ökologischer zu gestalten und die Kreislaufwirtschaft zu stärken.

Im Vordergrund stehen Massnahmen, die bestehende Initiativen unterstützen und weiterentwickeln sowie Informationen und Grundlagen bereitstellen und besser nutzbar machen. Die Zusammenarbeit mit den Branchenorganisationen und Unternehmen ist dabei wichtig, und die Kohärenz mit wichtigen bestehenden Politikbereichen (wie z.B. Energie- und Klimapolitik) wird sichergestellt.

Die Massnahmen des Bundes für die Jahre 2016 bis 2019 fokussieren auf die Unterstützung des freiwilligen Engagements der angesprochenen Akteure insbesondere in den Bereichen Konsum und Produktion sowie Abfälle und Rohstoffe. Sie sind insofern klimarelevant, als sie helfen, natürliche Ressourcen zu schonen und damit direkt und indirekt auch Treibhausgasemissionen zu reduzieren. Die Massnahmen Bildung und Kommunikation aus dem Bericht Grüne Wirtschaft und die Massnahmen des Klimaprogramms werden aufeinander abgestimmt und unterstützen sich gegenseitig, beispielsweise bei der Bereitstellung von Grundlagen zur Sensibilisierung und Anwendung von Handlungswissen und -kompetenzen, oder der Integration von Kompetenzen zur Ressourcenschonung in die höhere Berufsbildung.

### **Klimastrategie Landwirtschaft (BLW)**

Die Klimastrategie des Bundesamtes für Landwirtschaft (BLW) wurde zusammen mit zahlreichen Akteuren erarbeitet. Sie orientiert sich an der Vision einer «ökonomisch erfolgreichen, ökologisch optimalen und sozial verantwortungsbewussten Nahrungsmittelproduktion», welche die Bedürfnisse und Erwartungen der Bevölkerung bzw. der Konsumentinnen und Konsumenten erfüllt. Ziel der Strategie ist einerseits die Steigerung der Produktion und der gemeinwirtschaftlichen Leistungen durch eine vorausschauende Anpassung der Schweizer Landwirtschaft an die Klimaveränderung und andererseits eine Reduktion der Treibhausgasemissionen um mindestens einen Drittel bis 2050 im Vergleich zu 1990 durch die optimale Nutzung der technischen, betrieblichen und organisatorischen Möglichkeiten. Bei gleichzeitiger Änderung des Nahrungsmittelkonsums soll die Reduktion der Land- und Ernährungswirtschaft insgesamt zwei Drittel betragen.

Die Klimastrategie Landwirtschaft enthält keine eigentlichen Bildungs- oder Kommunikationsziele und -massnahmen. Der Ausbau des Grundlagen- und Handlungswissens sowie die Förderung der Motivation und der Beteiligung aller Akteure des Produktions- und Ernährungssystems sind hingegen wichtige Stossrichtungen der Strategie.

Seit 2011 besteht mit AgroCleanTech (ACT)<sup>10</sup> eine Plattform für die Landwirtschaft im Bereich Energie und Klimaschutz. AgroCleanTech vernetzt zwischen Forschung, Beratung, Markt und Landwirtschaft

---

<sup>10</sup> ACT AgroCleanTech, Energie- und Klimaschutzagentur für Landwirtschaft

und steigert das landwirtschaftliche Wissen zu Klimaschutz, Energieeffizienz und erneuerbaren Energien. Die Aktivitäten von ACT leisten sowohl einen Beitrag zur Erreichung der in der Klimastrategie des BLW formulierten Ziele als auch den Zielen der Energiestrategie 2050 sowie der neuen Regionalpolitik. Die in einem Verein organisierte Plattform fördert den Wissenstransfer zwischen den verschiedenen Akteuren und stellt dafür Kommunikationshilfsmittel (z.B. Klimacheck für Landwirtschaftsbetriebe) bereit. Die erarbeiteten Grundlagen werden für die Landwirte über breite Kommunikationskanäle verbreitet. Die Finanzierung der Plattform ist bis Ende 2017 gesichert.

Eine bedeutende Rolle kommt auch der landwirtschaftlichen Beratung zu, die konkrete Produktionspraxis mit Sensibilisierung auf die Thematik des Klimaschutzes und Anpassung an den Klimawandel verbinden kann. Dabei nimmt AGRIDEA, die auch Mitglied von ACT ist als Kompetenzzentrum für die Aufbereitung und Verbreitung von Praxis- und Forschungswissen in der Landwirtschaft eine wichtige Aufgabe wahr.

Die Massnahmen des Klimaprogramms Bildung und Kommunikation unterstützt und ergänzt die Zielerreichung der Klimastrategie Landwirtschaft beispielsweise im Bereich Berufsbildung. Zudem sind Produktion und Konsum von Nahrungsmitteln wegen ihrer Alltagsnähe für die Klima-Sensibilisierung der breiten Bevölkerung besonders geeignet.

### **Aktionsplan Anpassung an den Klimawandel (BAFU)**

Der «Aktionsplan Anpassung an den Klimawandel» für die Jahre 2014 bis 2019 ist Teil der bundesrätlichen Strategie zur Anpassung an den Klimawandel (Bundesrat 2014). Der Aktionsplan zielt auf die Nutzung der Chancen des Klimawandels bei gleichzeitiger Reduktion der Risiken und auf eine Steigerung der Anpassungsfähigkeit von Gesellschaft, Wirtschaft und Umwelt ab. Er umfasst insgesamt 63 Massnahmen. 54 dieser Massnahmen betreffen die neun Sektoren Wasserwirtschaft, Umgang mit Naturgefahren, Land- und Waldwirtschaft, Energie, Tourismus, Biodiversitätsmanagement, Gesundheit und Raumentwicklung. Die Massnahmen werden im Rahmen der jeweiligen Sektorpolitik umgesetzt. Neun Massnahmen sind sektorenübergreifend und haben die Koordination und die Verbesserung der Wissensgrundlage zum Inhalt. Insbesondere im Pilotprogramm mit 31 Projekten (2013-2017) wird Wissen generiert, das sich u.a. auch für die Klimaschutz-Kommunikation nutzen lässt.

Der Aktionsplan enthält keine eigentlichen Bildungsmassnahmen. Die Kommunikationsziele des Aktionsplans umfassen:

- Schaffung eines Problem- und Handlungsbewusstseins bei den relevanten Akteuren
- Ausbau und Koordination der Zusammenarbeit zwischen den Betroffenen

Die Bildungs- und Kommunikationsaktivitäten des Klimaprogramms beinhalten je nach Zielgruppen und spezifischen Zielen auch die Handlungsfelder des Aktionsplans, etwa wenn Gemeinden beraten (z.B. beim Grünflächenmanagement) und bei Kommunikationsaktivitäten unterstützt werden.

### **National Centre for Climate Services (NCCS)**

Im November 2015 hat MeteoSchweiz aufgrund von Empfehlungen der Weltorganisation für Meteorologie (WMO) zusammen mit anderen Bundesstellen (BAFU, BABS, BLW, ETHZ, WSL) das National Centre for Climate Services (NCCS) gegründet. Dabei handelt es sich um ein Netzwerk, das die Erarbeitung und Verbreitung von so genannten Klimadienstleistungen auf nationaler Ebene koordiniert. Klimadienstleistungen sind wissenschaftlich basierte Informationen und Daten über das vergangene, heutige und zukünftige Klima und seine Folgen. Als Schnittstelle zwischen den Lieferanten und Nutzern ist das NCCS darum besorgt, dass die Klimadienstleistungen auf die Bedürfnisse der Nutzer ausgerichtet sind und in verständlicher Form zur Verfügung gestellt werden. So ist es möglich, den Klimawandel bei Entscheiden zu berücksichtigen und klimabedingte Risiken zu verkleinern und Chancen zu erkennen und zu nutzen. Beispielsweise helfen zielgruppenorientierte Klimadienstleistungen, die Aktivitäten in Bereichen wie Naturgefahrenprävention, Landwirtschaft, Forstwirtschaft oder Energie an die Folgen des Klimawandels (wie Trocken- oder Hitzeperioden) auszurichten. Klimadienstleistungen des NCCS unterstützen auch die Bildungs- und Kommunikationsmassnahmen des Klimaprogramms. Beispielsweise können sektorspezifische Informationen des NCCS kommunalen Behörden bei der Entwicklung einer Strategie zu Klimaschutz und Anpassung an den Klimawandel dienen. Andererseits befähigt das Klimaprogramm die potenziellen Nutzer des NCCS.

## **3 Schlussfolgerungen und Grundsätze**

Unterschiedliche Akteure in Wirtschaft, Schule, Verwaltung und Verbänden unternehmen schon Einiges, um die Öffentlichkeit und bestimmte Zielgruppen wie Unternehmen, Jugendliche, Fachkräfte, Gemeinden etc. über den Klimawandel und seine Folgen, über Massnahmen zum Klimaschutz und zur Anpassung an den Klimawandel zu informieren, bilden und beraten. Der Themenbereich wird jedoch fragmentiert bearbeitet und auch so wahrgenommen. Die Klimathematik wirkt auf die einzelne Person häufig abstrakt und ohne direkten Bezug zum Alltag in Beruf und Privatleben.

Angesichts der Tragweite der Folgen des Klimawandels auf Umwelt und Gesellschaft, national, weltweit und für die Zukunft, ist es zentral, dass:

- Wissen und Handlungskompetenzen zu Klimawandel, Klimaschutz und Anpassung an den Klimawandel erweitert werden;
- das abstrakte Thema Klima fassbar wird, so dass jede/r weiss, was es für sie/ihn und seinen Lebensstil bedeutet;
- alle Leute in ihren Funktionen und Aufgaben in Verwaltung, Unternehmen, Schule und im Alltag Unterstützung in Form von Wissen und Handlungsempfehlungen erhalten, um ganz konkret weniger Treibhausgase in die Atmosphäre auszustossen.

Beim Setzen der Schwerpunkte und bei der Planung von Massnahmen wurden folgende **Rahmenbedingungen** berücksichtigt:

- die Ziele der schweizerischen Klimapolitik;
- die Struktur des nationalen Bildungssystems und die darin bestehenden Lehrgänge und Curricula;
- die bestehenden Angebote für die Sensibilisierung, Information und Beratung im Klimabereich;
- der von den betroffenen Akteuren in den Bereichen Bildung und Kommunikation identifizierten und aus den Vorarbeiten abgeleiteten Handlungsbedarf;
- der Wissensstand, die Handlungsbereitschaft und das bisherige Verhalten der Bevölkerung bzw. der spezifischen Zielgruppen.

Für die Klimakommunikation und Klimabildung gelten zudem folgende **Grundsätze**. Sie

- sprechen die betroffenen Zielgruppen (z.B. zukünftige Fachkräfte, Gemeindeverwaltung) mit einem konkreten Alltagsbezug zu Berufs- und Privatleben an;
- stärken das Vertrauen in das eigene Wissen und Können sowie die Einflussmöglichkeiten;
- fördern kooperatives und freiwilliges Handeln im Berufsalltag und in der Freizeit;
- fokussieren auf individuelles Verhalten und auf allgemeine Rahmenbedingungen und ermöglichen Erfolgserlebnisse von eigenem Handeln.

Das Klimaprogramm Bildung und Kommunikation des Bundes bezweckt den Auf- und Ausbau sowie die Koordination von Bildungs-, Kommunikations- und Beratungsmassnahmen für den Vollzug des CO<sub>2</sub>-Gesetzes. Das Programm trägt zur **Akzeptanz** von Reduktionszielen sowie klimapolitischen Instrumenten in allen Teilen der Gesellschaft (Wirtschaft, Schulen, Verwaltung, Politik) bei und fördert die **Handlungsbereitschaft** für deren Umsetzung. Es **schliesst Lücken** im Bildungs- und Kommunikationsangebot, baut Hindernisse ab und stärkt Vollzugsmassnahmen. Es ist somit ein Beitrag zur Erreichung einer ressourcenschonenden klimafreundlichen Gesellschaft gemäss nationalen Zielen (ARE 2016) und globalen Zielen (IPCC 2014) zu denen sich die Schweiz bekennt.

## 4 Schwerpunkte

Der gesetzliche Auftrag beinhaltet im Wesentlichen drei übergeordnete Ziele:

- Fachkräfte, Entscheidungsträger und weitere Akteure, die sich mit der Klimathematik befassen, verfügen über adäquate Handlungskompetenzen zur Reduktion der Treibhausgasemissionen und zur Anpassung an den Klimawandel.
- Die Öffentlichkeit ist über die Auswirkungen des Klimawandels und die vorgesehenen Präventions- und Anpassungsmassnahmen in der Schweiz und im Ausland informiert und dafür sensi-

bilisiert.

- Gemeinden, Unternehmen sowie Konsumentinnen und Konsumenten sind bereit und befähigt, die nötigen Massnahmen zur Reduktion der Treibhausgasemissionen und zur Anpassung an den Klimawandel umzusetzen.

#### **4.1 Schwerpunkte in der Bildung**

Der Aufbau von Klimawissen und Handlungskompetenzen ist auf allen Bildungsstufen wichtig, um das Verständnis für den Klimawandel und die Bereitschaft zum Handeln zu fördern.

Hochschulen entwickeln und bündeln klimarelevantes Wissen und Kompetenzen aus Natur- und Geisteswissenschaften, Ökonomie und Technik. Der Aufbau der interdisziplinären Zusammenarbeit, der Austausch und die Vernetzung von massgebenden Akteuren insbesondere der Klima-, Bildungs- und Kommunikationswissenschaften, der Umweltpsychologie und der Verhaltensökonomie ist wichtig, um klimarelevantes Wissen und Kompetenzen anderen Bildungsstufen zugänglich zu machen. Zudem sollten klimarelevante Kompetenzen integriert werden in Aus- und Weiterbildungen für die Bereiche Finanz- und Betriebswirtschaft, sowie für die Bereiche Beratung, Planung und Management in den Handlungsfeldern Mobilität/Logistik, Raumplanung/Städtebau, Gebäude/Wohnen, Landwirtschaft/Ernährung. Angesichts der vorhandenen Kapazitäten auf der Hochschulstufe (vorhandene Sensibilisierung, Wissen, Ressourcen) und aus Gründen der Prioritätensetzung verfolgt das Klimaprogramm keine eigene Massnahme für diese Bildungsstufe. Hingegen steht der Bund, insbesondere das BAFU als Fachamt für Fragen der Klimapolitik und Umsetzung nach Bedarf zur Verfügung, um punktuell an geeigneten Anlässen wie Bildungskonferenzen oder spezifischen Branchennetzwerk-Treffen zum Austausch betreffend Klima-Kompetenzen zwischen Hochschulen, Branchen und Unternehmen beizutragen oder um Vorlesungen zu geben.

Schülerinnen und Schüler der obligatorischen Schule brauchen ein solides Verständnis vom Klimathema als Voraussetzung, um sich später vertieftes Wissen und spezifische Handlungskompetenzen in der beruflichen oder akademischen Ausbildung anzueignen. Lehrpersonen der obligatorischen Schule können und sollen Ursachen und Auswirkungen des Klimawandels im Rahmen der vorgegebenen Gefässe des Lehrplans 21 respektive des PER (Plan d'étude romand) thematisieren. Um einen sachgerechten und wirkungsvollen Unterricht zu Klima, Klimawandel seinen Folgen sowie Bezüge zur Lebenswelt der Kinder und Jugendlichen anbieten zu können, sind sie auf gute Grundlagen angewiesen. Je einfacher der Zugang von Lehrpersonen zu wissenschaftlich abgestützten Informationen und stufengerecht aufbereitetem Fachwissen mit Bezug zu Handlungsorientierung für den Alltag ist, desto eher sind sie bereit, das Klimathema in den Unterricht einzubeziehen (John 2016). Die Förderung von Klimakompetenzen in der Allgemeinbildung gehört nicht direkt zum Gesetzesauftrag gemäss Artikel 41 des CO<sub>2</sub>-Gesetzes. Da aber Klimaschutz und Massnahmen zur Anpassung an den Klimawandel eine generationenübergreifende Herausforderung darstellen, ist die Förderung von Klimakompetenzen in der Allgemeinbildung eine wichtige Vorleistung zum gesetzlichen Auftrag.

Das Klimaprogramm setzt deshalb bei der Allgemeinbildung keinen eigenen Schwerpunkt. Hingegen steht der Bund, insbesondere das BAFU als Fachamt für Fragen des Klimawandels und seiner Folgen und für Massnahmen zur Reduktion der Treibhausgase nach Bedarf und Möglichkeiten zur Verfügung, um mit flankierenden Massnahmen punktuell und gezielt zur Entwicklung von soliden Grundlagen (Bildungskonzept, Unterrichts- und Planungshilfen) und deren Anwendung hinzuwirken.

Die Schwerpunkte des Klimaprogramms fokussieren auf die Berufsbildung von der beruflichen Grundbildung über die höhere Berufsbildung, die Unterstützung des Aufbaus von geeigneten Netzwerken für einen schnellen Wissens- und Kompetenztransfer zwischen den Branchen und Stufen bis zur beruflichen Weiterbildung. In der Berufsbildung und der Weiterbildung von bereits aktiven Fachkräften geht es um Handlungsgrundsätze sowie Investitions- und Richtungsentscheide, mit welchen der Ausstoss von Treibhausgasen in den unterschiedlichsten Funktionen reduziert werden kann. Voraussetzung für eine wirkungsvolle Aus- und Weiterbildung sind geeignete Bildungsangebote und Schulungsmaterialien, die auf die Bedürfnisse und das Lernverhalten der verschiedenen Zielgruppen abgestimmt sind sowie der kontinuierliche Austausch von Erkenntnissen und der Transfer von guten Beispielen in weitere klimarelevante Berufsbranchen via Netzwerke, Tagungen und weitere geeignete Gefässe.

Die Umsetzung soll primär in bereits bestehenden Bildungsgefässen erfolgen. Die Fach- und Entscheidungsbereiche der angesprochenen Zielgruppen sollen den Aspekt der Klimaverträglichkeit systematisch einbeziehen. Die Strategie will damit die Klimathematik auf allen Stufen langfristig verankern.

Die Schwerpunkte der Klimabildung sind auf die prioritären Zielgruppen und Akteure der Berufsbildung ausgerichtet. Jeder Schwerpunkt soll inhaltlich in den vier sektoriellen Handlungsfeldern (siehe Kapitel 2.4) wirken.

#### **4.1.1 Verstärkung von Klimakompetenzen in der Berufsbildung und Aufbau Netzwerk**

Klimarelevante Schlüsselkompetenzen sollen adäquat in den Bildungsgängen der beruflichen Grundbildung (Bildungsverordnungen, Bildungspläne) sowie in der höheren Berufsbildung (Prüfungsordnungen, Rahmenlehrpläne) festgehalten werden. Integraler Bestandteil des Ziels ist der Aufbau eines Netzwerks mit relevanten Akteuren der beruflichen Grundbildung und der höheren Berufsbildung. Funktion des Netzwerks sind die Mitwirkung bei der spezifischen Bedarfsermittlung, die Unterstützung innovativer Umsetzungsinstrumente sowie die Sicherstellung der branchenübergreifenden Zusammenarbeit und der gesamtschweizerischen Umsetzung. (Massnahmen BM 1, BM 2, BM 3)

#### **4.1.2 Verstärkung von Klimakompetenzen in der beruflichen Weiterbildung**

Ziel ist, das grosse Potenzial von Fachkräften und Entscheidungsträgern verschiedener Stufen aus Wirtschaft, Politik und Verwaltung stärker zu nutzen. Mit eigens für die Bedürfnisse dieser Zielgruppen konzipierten Weiterbildungs- und Beratungsangeboten soll erreicht werden, dass Klimathemen in ope-

rativen und strategischen Entscheidungen von Unternehmungen und Verwaltungseinheiten systematisch berücksichtigt werden. (Massnahme BM 4)

#### **4.2 Schwerpunkte in der Kommunikation**

Durch die kleinteilige kommunale Organisation der Schweiz und der damit verbundenen Nähe der öffentlichen Hand zu den Bürgerinnen und Bürgern spielen die Gemeinden eine wichtige Rolle, wenn es um die Umsetzung und den Vollzug der Klimapolitik geht. Die Minderungspotenziale auf kommunaler Ebene sind gross – bei Energie, Verkehr, Raumplanung, Grünflächen, kommunalen Liegenschaften, etc. Mit lokalen Klimaschutzziele und konkreten Klimaschutzmassnahmen können sie nebst dem ökologischen Mehrwert Kosten sparen, Arbeitsplätze schaffen und den Kontakt zu ihren Bürgerinnen und Bürgern stärken. Auch der wissenschaftliche Beirat der deutschen Bundesregierung weist Städten und Gemeinden bei der Realisierung einer ressourceneffizienten und klimaschonenden Gesellschaft eine zentrale Rolle zu und betont die Notwendigkeit, diese in ihren Bemühungen beispielsweise mit Bildung und Beratung zu unterstützen (WBGU 2011, WBGU 2016).

Dazu soll das bestehende Netzwerk «EnergieSchweiz für Gemeinden» mit dem erfolgreichen Programm «Energierstadt» genutzt werden. Das Label Energierstadt ist ein zentrales Instrument der Schweizer Energiepolitik. 397 Energierstädte (Stand März 2016) mit 4,4 Millionen Einwohnerinnen und Einwohnern nehmen eine Schlüsselrolle ein, um die Ziele der Energiestrategie 2050 zu erreichen, indem sie die neue Energiepolitik vor Ort umsetzen. Klimarelevante Themen sollen den Massnahmenkatalog verstärken und ergänzen und Fachleute für Beratung und Audits sollen unterstützt werden.

Zur Unterstützung der Städte und Gemeinden, die nicht Mitglied von Energierstadt sind, soll gezielt mit einem niederschweligen Angebot (z.B. Beratung der Vollzugspersonen) die kommunale Klimapolitik gestärkt werden.

Gut informierte Akteure sind eine entscheidende Voraussetzung für eine klimaschonende Lebens- und Handlungsweise. Sensibilisierungs- und Wissensdefizite sind jedoch weit verbreitet. Die Beratung der Unternehmen sowie die Information der verschiedenen Akteure sollen in einer ersten Etappe bis 2020 indirekt über die kommunale Stufe erfolgen. Dabei sollen die bestehenden Kommunikationskanäle der Städte und Gemeinden genutzt und mit klimarelevanten Angeboten erweitert werden.

Ähnliche Ziele wie das Klimaprogramm verfolgen auch die EU (Europäische Kommission 2014) und allen voran einzelne Mitgliedstaaten. So hat Deutschland im Jahr 2008 eine «Nationale Klimaschutzinitiative» ins Leben gerufen (BMUB 2008; 2014). Sie richtet sich an Verbraucherinnen und Verbraucher ebenso wie an Unternehmen, Kommunen und Bildungseinrichtungen. Insgesamt konnten so bereits 7'000 Projekte in rund 3'000 Kommunen gefördert werden. Die Nationale Klimaschutzinitiative umfasst u.a. die Förderprogramme Kommunalrichtlinie und innovative Einzelprojekte und soll helfen, die Klimaziele zu erreichen. So werden beispielsweise 22 Kommunen in ganz Deutschland als Klimaschutz-Vorreiter in den nächsten vier Jahren mit insgesamt 12 Millionen Euro im Rahmen der Nationalen Klimaschutzinitiative des Bundesumweltministeriums unterstützt und intensiv begleitet (BMUB

2016). Daneben wurden unter der Federführung des BMUB in einem Beteiligungsprozess mit Kommunen, Bundesländern, Verbänden und Bürgerinnen und Bürgern Massnahmenvorschläge zum Klimaschutzplan erarbeitet. Der Massnahmenkatalog umfasst rund 90 konsolidierte Massnahmenvorschläge, 14 davon aus dem Bereich Information, Beratung und Bildung. Zurzeit erfolgt die Prüfung der Vorschläge in der Bundesregierung und diese wird Ende 2016 dazu Stellung nehmen (BMUB 2015).

Österreich unterstützt mit der Initiative «klimaaktiv» u.a. Gemeinden, Haushalte, Unternehmen sowie Bildungsaktivitäten und ergänzt so die Klimaschutzförderungen und -vorschriften. Dabei geht es um die Entwicklung und Bereitstellung von Qualitätsstandards, die Aus- und Weiterbildung von Fachkräften (z.B. Gebäudeverwalterinnen, Installateure oder Energieberater), Beratung vor allem von Gemeinden und von Unternehmen, Informations- und Bewusstseinsbildung (inkl. Klimaschutzpreis) und um die Pflege eines grossen Partnernetzwerks. Das Programm «klimaaktiv» verfügt über ein jährliches Budget von 6 Millionen Euro, die ein Mehrfaches an Fördergeldern auslösen (BMLFUW).

#### **4.2.1 Handlungsorientierte Beratung und Angebote**

Die breite Verankerung kommunaler Klimaziele mit einer gemeindespezifischen Klimastrategie braucht ein Beratungsnetzwerk. Bestehende, gut funktionierende Netzwerke mit ihren Strukturen und Kanälen (Weiterbildungen, Erfahrungsaustausch, etc.) wie beispielsweise EnergieSchweiz für Gemeinden (Energienstadt, 2000-Watt-Gemeinden<sup>11</sup>), Kommunalverbände (Städteverband, Gemeindeverband, etc.) sollen genutzt und mit klimarelevanten Themen ergänzt werden.

Für Gemeinden, die nicht Mitglied von Energienstadt sind, soll ein niederschwelliges Angebot für (kleinere) Gemeinden geschaffen werden.

Der Erfolg der Beratungsdienste wird beeinflusst durch die klaren Qualifikationsprofile der Beratung, durch die Glaubwürdigkeit der Absender sowie durch die Schulung und Qualitätssicherung der Akteure. (Massnahme KM 1, KM 2)

#### **4.2.2 Verstärkung von wirksamer Klimakommunikation**

Für eine koordinierte und kohärente Information der Öffentlichkeit sollen Partnerschaften mit relevanten Akteuren der Klimakommunikation aufgebaut und gemeinsame Kommunikationsaktionen durchgeführt werden. Städte, Gemeinden und ihre Netzwerke sollen motiviert werden, ihre bestehenden Projekte zu klimarelevanten Themen mit Angeboten zu ergänzen, zu verbreiten und neue Ideen aufzunehmen. So werden Botschafter mit an Bord geholt, die die Mehrheitsfähigkeit und die Akzeptanz von Klimamassnahmen multiplizieren helfen. (Massnahme KM 3, KM 4, KM 5)

---

<sup>11</sup> <http://www.2000watt.ch/>. Unterstützt von EnergieSchweiz und Energienstadt

#### **4.2.3 Information der Öffentlichkeit zur Stärkung von Klimawissen**

Eine mehrjährige Kampagne, die auf eine Sensibilisierung breiter Bevölkerungsschichten, Förderung von Klimawissen und Handlungskompetenzen abzielt, steht vorläufig nicht im Vordergrund. Mit einer solchen Kampagne sollen sich langfristig neue klimaschonende Verhaltensweisen in der Gesellschaft etablieren. Es soll deshalb nicht nur ein erhöhtes Bewusstsein der Öffentlichkeit für klimafreundliches Verhalten geschaffen, sondern auch die Akzeptanz und Bereitschaft für klimaschonendes Verhalten auf allen Ebenen in Politik, Wirtschaft und Gesellschaft gefördert werden. Zunächst soll sorgfältig abgeklärt werden, wie zukünftig Klimathemen (Reduktion der Treibhausgase und Anpassung) mit anderen relevanten Zielen wie zum Beispiel die nachhaltige Energienutzung für die Öffentlichkeit in Wort, Ton und Bild verständlich, transparent und nachvollziehbar aufbereitet werden kann. Die Erfahrungen aus Programmen wie EnergieSchweiz und aus anderen Massnahmen des Klimaprogramms (2017-2020), insbesondere der Kommunikationsmassnahmen KM 3, KM 4 und KM 5, sowie aus dem NCCS fliessen in diese Vorbereitungen ein. (Massnahme KM 6 nach 2020)

## **5 Umsetzung – Massnahmen**

Basierend auf den in Kapitel 2 erwähnten Abklärungen zu den Bedürfnissen der mit der Umsetzung des CO<sub>2</sub>-Gesetzes betrauten Akteuren und Zielgruppen in den Bereichen Bildung und Kommunikation wurden in einem ersten Schritt 30 Massnahmenvorschläge mit rund 60 Projektideen erarbeitet.

Bei der Bewertung der breiten Massnahmenpalette wurde insbesondere der angespannten Lage bei den Bundesfinanzen, den limitierten personellen und finanziellen Ressourcen und damit einem guten Kosten-Nutzenverhältnis Rechnung getragen. Für eine erste Phase wurden bei der Bildung 4 und bei der Kommunikation 5 prioritäre Massnahmen identifiziert. Die Bewertung stützte sich auf folgende

### **Kriterien:**

#### **Gesetzliche Relevanz**

- Die Massnahme entspricht dem gesetzlichen Auftrag gemäss Artikel 41 des CO<sub>2</sub>-Gesetzes (vgl. Kapitel 7.1.1) und dem gestützt auf Artikel 128 und 129 der CO<sub>2</sub>-Verordnung identifizierten Handlungsbedarf.

In der Bildung werden insbesondere Fachleute angesprochen, die bei der Entwicklung, Anwendung und Vermittlung emissionsvermindernder Technologien und Verfahren eine Rolle als Vermittler und Multiplikatoren einnehmen sowie Anwender, die klimarelevante Investitions- und Konsumentenscheide treffen. Auch für die Anpassung an den Klimawandel sind Fachleute im öffentlichen und privaten Bereich zunehmend mit der Entwicklung, Planung, Koordination und Umsetzung von Massnahmen zur Nutzung von Chancen und zur Verminderung von Risiken betraut, die sich als Folge des Klimawandels ergeben. Der Fokus der Massnahmen soll daher auf die Berufsbildung und die berufliche Weiterbildung gelegt werden. Information über Folgen des Klimawandels sowie über klimafreundliches und an den Klimawandel angepasstes Verhalten ist

eine Grundvoraussetzung für situationsgerechtes Handeln. Der Bevölkerung sollen Entscheidungsgrundlagen sowie Handlungsoptionen aufgezeigt werden. Dabei kann sich die Information auch an spezifische Zielgruppen wenden. Die Information muss verständlich, sachlich, transparent und verhältnismässig sein.

- Zudem werden die betroffenen Zielgruppen über die gesetzlichen Massnahmen informiert, was zu einem besseren Verständnis der nationalen Klimapolitik beiträgt.

### Handlungsbedarf

- Die Massnahmen basieren auf einer fundierten branchen- und zielgruppenspezifischen Ist-Soll-Analyse und setzen dort an, wo relevanter Handlungsbedarf gemäss Kapitel 2.2 ausgewiesen ist.
- Da Klimaschutz und Massnahmen zur Anpassung an den Klimawandel eine generationenübergreifende Herausforderung darstellen, sind neben der Aus- und Weiterbildung von Fachleuten auch Bildungsangebote für die obligatorische Schule essentiell. Schülerinnen und Schüler sollen ein solides Verständnis vom Klimathema erlangen als Grundlage für die branchenspezifische Vertiefung in der Berufsbildung und weiteren Ausbildungen. Die Förderung von Klimakompetenzen in der Allgemeinbildung ist damit eine wichtige Vorleistung zum gesetzlichen Auftrag gemäss Artikel 41 des CO<sub>2</sub>-Gesetzes.

### Wirkung

- Die Massnahmen sollen in einem Bezug zum Handlungsbedarf stehen und einen relevanten Beitrag an die Erreichung der in der CO<sub>2</sub>-Gesetzgebung fixierten Reduktionsziele leisten.

In der Bildung von besonderem Interesse ist daher die Befähigung von Multiplikatoren wie Lehrpersonen, Instruktoren sowie weiteren Fachkräften und Entscheidungsträgern, die durch ihre Funktionen eine grosse Hebelwirkung erzielen. Relevant sind auch Massnahmen, wie beispielsweise der Aufbau von Netzwerken, die Grundlage bilden für die erfolgreiche Umsetzung künftiger Massnahmen.

Die Förderung von **Massnahmen zur Klimabildung** kann Folgendes bewirken:

- Mit dem Aufbau von Know-how kann die Marktdurchdringung von emissionsvermindernden Technologien, Verfahren und Produkten beschleunigt werden;
- Unterlagen zu Klimathemen für Schulungs- und Weiterbildungsangebote können fachlich korrekt und nach neusten didaktischen Erkenntnissen aufgebaut werden;
- Durch den auf die unterschiedlichen Bildungsstufen ausgerichteten Massnahmenmix können die beteiligten Branchen und deren Bildungspartner den spezifischen Bedürfnissen entsprechend eingebunden werden.

Die zentrale Koordination und Förderung von Bildungsprojekten durch das BAFU sowie das Initiieren von Netzwerken trägt dazu bei, Kräfte zu bündeln, Synergien zu fördern und Doppelspurigkeiten zu minimieren.

Die Förderung von **Massnahmen zur Klimakommunikation** kann Folgendes bewirken:

- Die klimapolitischen, gemeindespezifischen Handlungsspielräume werden auf kommunaler Ebene aufgezeigt und genutzt. Die Gemeinden werden zu entsprechenden Aktivitäten motiviert. Dabei nehmen sie ihre Vorbildfunktion wahr.
- Information, Sensibilisierung und Motivation der Bevölkerung, von Unternehmen, Gemeinden und Konsumentinnen und Konsumenten werden verbessert, indem diesen Zielgruppen lösungsorientierte und wirksame Handlungsoptionen angeboten werden. Relevante Themen werden angesprochen und den Zielgruppen näher gebracht. Handlungsoptionen zeigen die Wirkung des persönlichen Tuns auf. Sie setzen auf schrittweises Vorgehen mit Rückmeldungsmechanismen zu erzielten Fortschritten und bieten damit einen Mehrwert gegenüber der blossen Berichterstattung, die vielfach folgenlos bleibt.
- Zielgruppenspezifische Kommunikationsprojekte z.B. für Konsumentinnen und Konsumenten oder Unternehmen einer Stadt werden verstärkt. Dabei können neue Modellprojekte sinnvoll sein oder bestehende Kommunikationskanäle und -instrumente genutzt und mit klimarelevanten Botschaften verstärkt werden.
- Informations- und Wissensdefizite werden abgebaut.

## **Evaluation**

Eine Evaluation im Rahmen der bundesüblichen Berichterstattung ist geplant. Die umgesetzten Massnahmen sollen dabei auf ihren Input (Einsatz der Ressourcen), Output (Leistungserbringung), Outcome (direkter Nutzen) und Impact (Wirkung) untersucht werden. Hingegen ist es schwierig bis unmöglich, Beratungs-, Kommunikations- und Bildungsmassnahmen zu quantifizieren und eine konkrete CO<sub>2</sub>-Wirkung zuzuweisen. Grundsätzlich sollen aber alle geplanten Massnahmen indirekt via besserer Wissensgrundlagen und grösserer Motivation Handlungen zur CO<sub>2</sub>-Reduktion auslösen, die ihrerseits quantitativ messbar sind.

### **5.1 Tabellarischer Überblick**

Die Eckpunkte der 4 prioritären Massnahmen im Bildungsbereich sind in der Tabelle Bildungsmassnahmen im Überblick auf Seite 29 zusammengefasst; daran anschliessend sind die 2 flankierenden Massnahmen aufgeführt. Die Eckpunkte der 6 Massnahmen im Kommunikationsbereich sind in der Tabelle Kommunikationsmassnahmen im Überblick auf Seite 30 zusammengefasst; davon sind 5 Massnahmen als prioritär eingestuft. Alle Massnahmen sind in den Anhängen detailliert beschrieben.

**Tabelle Bildungsmaßnahmen im Überblick**

Schwerpunkte	Inhalt	Ziele	Akteure, Partner	Budget CHF/a	FTE
Klimawissen in der Berufsbildung	<b>BM 1 Klimakompetenzen in der beruflichen Grundbildung</b> - Bereitstellen von Unterrichtshilfen für Berufsfachschulen, überbetriebliche Kurse und Lehrbetriebe - Begleitung bei Berufsreformen und bei der Erarbeitung von neuen Berufen	- Praxistaugliche Unterrichtshilfen für Fachlehrpersonen und Experten der verschiedenen Berufsfelder stehen zur Verfügung - Klimakompetenzen sind adäquat in Bildungsverordnungen und -plänen der beruflichen Grundbildung festgehalten	Berufsverbände (OdA) SBFI, BFE, Berufsfachschulen, -bildungsämter	200'000/a (z.B. 4 Unterrichtshilfen)	20%
	<b>BM 2 Klimakompetenzen in der höheren Berufsbildung</b> - Entwicklung von Unterrichtshilfen und Beispielen guter Praxis - Begleitung bei Erarbeitung oder Revision von eidg. Prüfungen oder Rahmenlehrplänen	- Klimakompetenzen sind adäquat in den Bildungserlassen klimarelevanter Berufe der höheren Berufsbildung festgehalten - Praxistaugliche Unterrichtshilfen für Fachlehrpersonen und Experten der höheren Berufsbildung stehen zur Verfügung	Berufsverbände (OdA), SBFI, BFE, Berufsbildungsämter	200'000/a (z.B. 4 Unterrichtshilfen)	20%
	<b>BM 3 Netzwerke Klimakompetenzen in der Berufsbildung</b> - Initiieren eines Netzwerks Klimabildung mit wichtigen Akteuren der beruflichen Grund- und der höheren Berufsbildung - Ermittlung des spezifischen Bedarfs; Organisation von Netzwerktreffen und Tagungen	- Ein Netzwerk für den Wissenstransfer zu Klimathemen in der BGB und HBB ist aufgebaut und gute Beispiele zur Integration von Klimakompetenzen in die Berufsbildung sind bekannt - Partnerschaften «Klimaschutz in der Berufsbildung» sind initiiert und gestärkt	Berufsverbände (OdA), Berufsschulen, Fachorganisationen wie éducation 21	100'000/a (z.B. 2 Workshops + Information/a, alle 2 Jahre 1 Tagung)	20%
Klimawissen für die berufliche Weiterbildung	<b>BM 4 Klimakompetenzen in der beruflichen Weiterbildung</b> - In Zusammenarbeit mit Berufs- und Branchenverbänden die Weiterbildung von Berufsleuten fördern - Geeignete Weiterbildungs- und Beratungsangebote befähigen und motivieren Fachkräfte auf allen Stufen, Prozesse in Unternehmen klimaschonend zu gestalten u. entsprechende Chancen zu nutzen	- Weiterbildungsangebote für Berufsleute aus klimarelevanten Berufsfeldern sind entwickelt und erprobt - Fachkräfte auf verschiedenen Stufen kennen Planungsinstrumente und setzen Klimaschutzkriterien in Prozessen und Entscheiden bewusst ein	Berufs- und Branchenverbände (OdA), Bildungsinstitutionen, Unternehmen	200'000/a (z.B. 8 Angebote, Information)	20%
Flankierende Massnahmen zum Klimaprogramm	<b>Grundlagen für eine stufengerechte Klimabildung</b> - Entwicklung eines Bildungskonzepts inkl. Modell-Curriculum zur stufengerechten, fächerübergreifenden Verankerung der Klimathematik in den verschiedenen Bildungsstufen - Konzipierung von Unterrichts- und Planungshilfen	- Lehrpersonen können die Klimathematik sach- und stufengerecht in ihren Unterricht integrieren; ihr Aufwand für den Einbezug von Klimawissen in den Unterricht ist reduziert; - Die Unterrichts- und Planungshilfen sind in hohem Masse wissensbasiert und entsprechen dem Stand der fachdidaktischen Entwicklung	Pädagogische Hochschulen, GLOBE Schweiz, Klimaforschungsinstitute wie ETH, ProClim, Oeschger-Center	k. A.	
	<b>Klimakompetenzen in der Allgemeinbildung</b> - Unterstützung von Lehrpersonen (Primar-/Sekundarschulen), die Klimawandel und -schutz im Unterricht thematisieren - Unterstützung von Institutionen, die Materialien und Schulprojekte (Erlebnisunterricht) zu Klimafragen anbieten	- Lehrpersonen können «Erlebnisunterricht» in schulinternen Projekten und bei ausserschulischen Anbietern nutzen - Jugendliche wissen um die Handlungsmöglichkeiten zu Klimaschutz im eigenen Wirkungsfeld/Alltag	Pädagogische Hochschulen, private Bildungsorganisationen	k. A.	

**Tabelle Kommunikationsmassnahmen im Überblick**

Schwerpunkte	Massnahmen: Kurzbeschreibung	Ziele der Massnahmen	Akteure, Partner	Budget CHF/a	FTE
Handlungsorientierte Beratung und Angebote	<b>KM 1 Klima-Beratung für Energiestädte stärken</b> - Verstärkung und Ergänzung der klimarelevanten Themen in Massnahmenkatalog, Umsetzungshilfen und Informationsstellen z.B. für Ernährung, Grünflächenbewirtschaftung - Erarbeitung von Grundlagen und Durchführung von Information-sanlässen	- Klimapolitische Handlungsspielräume und Vorbildfunktion sind wahrgenommen - Verbreitung und Umsetzung der 1-Tonnen CO <sub>2</sub> -Gesellschaft auf lokaler Ebene - Informations- und Wissensdefizite sind behoben	BFE, Energie Schweiz für Gemeinden, Trägerverein Energiestadt	200'000/a (Entwicklung Tools, Berater schulen, Informa-tion)	20%
	<b>KM 2 Klima-Beratung von Gemeinden verankern</b> - Input Beratungen und niederschwellige Angebote zur Vollzugsunterstützung durch praxisorientierte, einfach anwendbare Instrumente - Erfolgreiche Beispiele zusammenstellen und bekannt machen (Best Practice-Beispiele)	- Kleinere Gemeinden sind einbezogen - Bedürfnisse und Möglichkeiten sind abgeklärt - Klimapolitische Aktivitäten sind verstärkt - Vorbildfunktion wird wahrgenommen - Gemeindespezifische Handlungsoptionen werden geboten	BFE, Energie Schweiz für Gemeinden, Trägerverein Energiestadt, Städte- und Gemeindeverband, KVV	200'000/a (Entwicklung Tools, Berater schulen, Informa-tion, Beratungen)	20%
Verstärkung von wirksamer Klimakommunikation.	<b>KM 3 Klima-Kommunikation von Energiestädten unterstützen</b> - Einfach umsetzbare, klare und regional angepasste Angebote entwickeln und aktiv begleiten - Bestehende Informations- und Kommunikationsarbeiten mit neuen Klimaideen ergänzen und aktiv verbreiten	- Gemeinden wirken als Multiplikatoren für die Umsetzung der Massnahmen - spezifischen Zielgruppen wie Konsument/innen, Unternehmen werden Handlungsoptionen zu klimafreundlichem Verhalten angeboten	BFE, Energie Schweiz für Gemeinden, Vereine, Stiftungen, Organisationen	200'000/a (Erarbeitung Komm-Paket, Hotline/Beratung, Best Practice)	20%
	<b>KM 4 Klima-Kommunikation von Gemeinden unterstützen</b> - Förderung und Unterstützung bei ihrer eigenen Kommunikations- und Medienarbeit und der regionalen Zusammenarbeit - Tool-Box mit Kommunikationsmassnahmen anbieten (z.B. Leitfa-den klimafreundliche Veranstaltung für Gemeinden, Leitfaden Klimatag, Klima-Check für Unternehmen)	- Gemeinden vermitteln Wissen und schärfen das Bewusstsein ihrer Einwohner/-innen, Unternehmen - Informationen zu Klimaschutz und Anpassung an den Klimawandel sind veröffentlicht - Handlungsoptionen sind angeboten und die -bereitschaft ist gefördert	BFE, Energie Schweiz für Gemeinden, Städte- und Gemein-deverband, KVV	200'000/a (Erarbeitung Komm-Paket, Hotline/Beratung, Best Practice)	20%
	<b>KM 5 Klima-Kommunikation in Modell-Projekten für definierte Zielgruppen fördern</b> - Förderung von Einzelprojekten mit innovativen Kommunikation-ideen mit einem handlungsorientierten Ansatz, die zum Na-chahmen motivieren - Promotionen von herausragenden Projekten - Nutzung zu Informations-/Kommunikations- und Demozwecken	- Anhand konkreter Beispiele werden Handlungsoptio-nen aufgezeigt - Motivation für Umsetzung von Projekten ist gestärkt - Anreize, um innovative Ideen zu entwickeln, sind geschaffen - Ideenwettbewerb ist initiiert	BFE, Vereine, Verbände, Un-ternehmen, Organisa-tionen, Gemeinden,	200'000/a	20%
Information der Öffentlichkeit zur Stärkung Klima-Wissen	<b>KM 6 Öffentlichkeit zu Klimaschutz informieren, beraten &amp; motivieren</b> - Öffentlichkeitsarbeit zur Sensibilisierung, Motivierung und Mobili-sierung der Bevölkerung und weiterer Zielgruppen zu thema-tischen Schwerpunkten wie Förderung klimaschonender Mobilität - Die Öffentlichkeit erhält sach- und zielgruppengerecht vermittelte Informationen und Handlungsempfehlungen - Integration und Motivation von Partnern, eigene Aktivitäten auszulösen und zu verstärken	- Klimabewusstsein ist erhöht - Klimawissen und Handlungskompetenzen sind geför-dert - Das Verständnis für strukturell wirksame Massnahmen der Klimapolitik ist in der Öffentlichkeit sowie bei Unternehmen und Konsumentinnen/ Kon-sumenten verbessert	Bund, Kantone, Gemeinden, Part-ner/Akteure Klima-kommunikation, Verbände	2-3 Mio./a 3-4 Jahre <b>Nach 2020</b>	offen

## **5.2 Schnittstellen und Synergien zu laufenden Programmen**

### **Zusammenarbeit BAFU – BFE für die Phasen 2017–2020 und post 2020**

Das Aktionsprogramm EnergieSchweiz hat bedeutende Schnittstellen zum Klimaprogramm gemäss vorliegendem Konzept. Es geht bei beiden Initiativen darum, die Aus- und Weiterbildung von (zukünftigen) Fachkräften zu fördern und diverse Zielgruppen zu informieren und sensibilisieren. Auch die Instrumente decken sich teilweise und zielen auf dieselbe Trägerschaft ab, zum Beispiel der Aufbau von Netzwerken, um Erfahrungen zu guten Beispielen bekannt zu machen und Bildungs- und Beratungsbedürfnisse und -interessen auf den Markt abzustimmen.

Die übergeordnete Zielsetzung und die daraus abgeleitete Stossrichtung weichen jedoch voneinander ab: Eine höhere Energieeffizienz und ein Umstieg von fossiler auf erneuerbare Energie leisten zwar einen erheblichen Beitrag an die CO<sub>2</sub>-Reduktionsziele. Allerdings ist die Klimapolitik weiter gefasst und betrifft auch nicht nur energierelevante Themen in der ganzen Wertschöpfungskette sowie Fragen zur Anpassung an den Klimawandel. Das Übereinkommen von Paris hat unter anderem zum Ziel, den Netto-Ausstoss von Treibhausgasen soweit zu reduzieren, dass er Mitte Jahrhundert Null ist. Das Klimaprogramm muss in erster Linie verschiedene Zielgruppen befähigen, in ihrem Wirkungsbereich zu dieser Reduktion und zur verbesserten Anpassungsfähigkeit beizutragen.

Das Programm EnergieSchweiz ist bis 2020 befristet und soll in Abstimmung mit den Beschlüssen des Parlaments zur Energiestrategie 2050 für eine dritte Dekade weiterentwickelt werden. Im Hinblick darauf hat das BFE Evaluationen in Auftrag gegeben, die dem bestehenden Programm in Bezug auf die thematischen Schwerpunkte Kommunikation, Aus- und Weiterbildung, Mobilität, Elektrogeräte & Stromeffizienz, Industrie & Dienstleistungen, Gebäude, erneuerbare Energien und die drei Querschnittsbereiche Städte, Gemeinden & Regionen sowie der Organisation und Steuerung insgesamt gute Noten ausstellen. Empfohlen wird eine strategische Stärkung der Dachkommunikation und eine Verknüpfung mit sachverwandten Themen wie Klima, Gesundheit usw. Die grosse Schnittmenge in Bezug auf Sektoren und Zielgruppen legt auch aus Sicht des Klimaprogramms eine enge Zusammenarbeit und die konsequente Nutzung der Synergien mit EnergieSchweiz nahe. Für die nächste Phase von EnergieSchweiz ab 2020 ist daher zu prüfen, inwieweit die Bedürfnisse des Klimaprogramms berücksichtigt werden können. Dabei wären die einzelnen Projekte unter Berücksichtigung der amtsspezifischen Fachkompetenzen optimal auf einander abzustimmen. Erste Schritte können bereits für die nächste Phase von 2017–2020 der laufenden Programmperiode von EnergieSchweiz geprüft werden.

### **Stärkung der Klimakommunikation auf Bundesebene**

Begleitend zu den Massnahmen soll zukünftig auf Bundesebene die Kommunikation zum Klimawandel und seinen Folgen, zur Reduktion der Treibhausgase und zur Anpassung an den Klimawandel so aufeinander abgestimmt werden, dass insgesamt das Verständnis für die klimapolitischen Ziele und Massnahmen der Schweiz in der Öffentlichkeit erhöht wird. Die Klimathemen sollen noch stärker als bisher als Schwerpunkt der Kommunikations- und Medienarbeit des Bundes bewirtschaftet werden.

Um die Klimakommunikation des Bundes zu stärken, soll die Arbeitsgruppe «Information und Bildung» des interdepartementalen Ausschusses IDA-Klima genutzt werden, um eine Auslegeordnung über die bestehenden Klimakommunikationsaktivitäten der verschiedenen Bundesstellen zu erstellen. Darauf aufbauend können ein gemeinsames Verständnis sowie Botschaften und Leitsätze für die Klimakommunikation entwickelt werden. Zudem sollen die Kommunikationsaktivitäten (z.B. bisherige Publikationen und Internetinformationen verschiedener Bundesämter und neue Informationen des National Centre for Climate Services (NCCS) oder des Klimaprogramms Bildung und Kommunikation) aufeinander abgestimmt sowie die Informationen für die verschiedenen Zielgruppen (z.B. Bevölkerung, Wirtschaft, Gemeinden, Verbände, etc.) und Klimabereiche gebündelt und allenfalls verstärkt werden. Der Bund kann die Unterstützung für die Klimapolitik zudem erhöhen, indem er für diese Zielgruppen geeignetes und verständliches Dokumentations- und Bildmaterial zu Schwerpunktthemen bereitstellt. Betroffene Stellen des Bundes sind unter anderem: BAFU, BABS, BAG, BAZL, BFE, BLW, DEZA, MeteoSchweiz, IDA-Klima; Institute wie Agroscope, Eawag, EMPA, WSL; Fachstellen wie die Plattform der Naturwissenschaften SCNAT, das Forum für Klima und globale Umweltveränderungen ProClim oder der Klimabeirat des UVEK OcCC.

### **5.3 Zusatznutzen des Klimaprogramms**

- Bildung und Kommunikation sind in Ergänzung zum bestehenden Instrumentenmix (CO<sub>2</sub>-Abgabe, Gebäudeprogramm, Emissionshandel, CO<sub>2</sub>-Vorschriften, Kompensationspflicht, etc.) zunehmend wichtige Instrumente der Klimapolitik (OECD 2014). Mit diesem kompakten, auf bestehende Aktivitäten abgestimmten Programm sollen die nötigen Kompetenzen für Klimaschutz und Anpassung in Beruf und Alltag vermittelt werden;
- Das Klimaprogramm hilft, den Klimaschutz in den Gemeinden zu verankern und Anpassungsmassnahmen in den Gemeinden umzusetzen. Von ihm profitieren Bürgerinnen und Bürger ebenso wie Unternehmen oder Bildungseinrichtungen;
- Das Programm baut auf bestehenden Strukturen und Erfahrungen bei den Akteuren auf, verstärkt die Wirkung ihrer Aktivitäten, setzt auf Kontinuität und nutzt Synergien. Ein optimales Kosten-Nutzen-Verhältnis steht im Zentrum;
- Der Faktor Zeit ist entscheidend bei der Erreichung des Klimaschutzzieles. Gemäss Übereinkommen von Paris vom Dezember 2015 müssen der Ausstoss und die Aufnahme von Treibhausgasen in der 2. Hälfte dieses Jahrhunderts im Gleichgewicht sein, so dass der Saldo Null Emissionen beträgt.) Um dies zu erreichen, braucht es Instrumente wie Kommunikation und Bildung, die die bestehenden Instrumente in ihrer Wirkung verstärken.

## 6 Ressourcen 2017–2020 und post 2020

Die Umsetzung des Klimaprogramms soll ab Januar 2017 starten und in einer ersten Phase von 2017–2020 dauern. Für die Umsetzung der Massnahmen muss das BAFU als primär zuständiges Bundesamt zwei Personen (Bildung 80 Stellenprozente, Information und Beratung 100 Stellenprozente) einsetzen. Dabei geht es darum, die 4 prioritären Bildungs- und 5 prioritären Informations- und Beratungsmassnahmen aufzugleisen, Netzwerke und Kooperationen für die Umsetzung aufzubauen, in der Beratung, Information und Bildung konkrete Angebote zu entwickeln, Erfahrungen zu sammeln, Resultate auszuwerten und diese für die Weiterentwicklung der Massnahmen nutzbar zu machen und die Einbettung in die neue Konzeptphase von EnergieSchweiz vorzubereiten.

Die Kosten für die Begleitung und Beratung von Massnahmen und für die Entwicklung von Instrumenten und Hilfsmitteln werden auf rund 1,7 Millionen CHF pro Jahr geschätzt; davon 700'000 CHF für die Bildung und 1 Million CHF für Information und Beratung (siehe Tabelle zu den Massnahmen im Kapitel 5.1). Da im Jahr 2017 die Detailkonzeption der Massnahmen und der Aufbau von Netzwerken noch Zeit in Anspruch nehmen wird, werden die Sachkosten in diesem Jahr wesentlich geringer ausfallen. Der Fokus liegt auf dem Aufbau des Programms Bildung und Kommunikation im Klimabereich. Aus diesem Grund sind die Kosten niedriger als bei vergleichbaren Programmen des Bundes (EnergieSchweiz Bildung 7,1 Millionen CHF/Jahr, EnergieSchweiz Kommunikation 4,8 Millionen CHF/Jahr)

Eine breite Informations- und Sensibilisierung der Öffentlichkeit (Kommunikationsmassnahme KM 6) ist erst in der Phase nach 2020 vorgesehen und deshalb in den Ressourcenschätzungen noch nicht enthalten. In einer ersten groben Schätzung abgeleitet aus vergleichbaren Programmen wird für diese Massnahme mit Sachkosten von 2-3 Millionen CHF pro Jahr und zusätzlichem Personalbedarf gerechnet.

## 7 Anhang

### 7.1 Anhang 1: Grundlagen

#### 7.1.1 Gesetzliche Grundlagen

##### CO<sub>2</sub>-Gesetz

###### **Art. 41 Aus- und Weiterbildung**

<sup>1</sup> Der Bund fördert in Zusammenarbeit mit den Kantonen die Aus- und Weiterbildung von Personen, die mit Aufgaben nach diesem Gesetz betraut sind.

<sup>2</sup> Die Behörden informieren die Öffentlichkeit über Vorsorgemassnahmen im Klimaschutz und beraten Gemeinden, Unternehmen und Konsumentinnen und Konsumenten über Massnahmen zur Verminderung der CO<sub>2</sub>-Emissionen

##### CO<sub>2</sub>-Verordnung

###### **Art. 128 Förderung der Aus- und Weiterbildung**

<sup>1</sup> Das BAFU fördert in Zusammenarbeit mit den Kantonen und Organisationen der Arbeitswelt nach Artikel 1 des Berufsbildungsgesetzes vom 13. Dezember 2002 die Aus- und Weiterbildung von Personen, die Tätigkeiten im Zusammenhang mit der Verminderung der Treibhausgasemissionen oder der Bewältigung der Folgen der erhöhten Treibhausgaskonzentration in der Atmosphäre ausüben.

<sup>2</sup> Es gewährt im Rahmen der bewilligten Kredite Finanzhilfen an öffentliche und private Organisationen, die Aus- und Weiterbildungen im Bereich des Klimaschutzes und der Bewältigung der Folgen der erhöhten Treibhausgaskonzentration in der Atmosphäre anbieten.

###### **Art. 129 Information**

Das BAFU informiert die Öffentlichkeit insbesondere über:

- a. die Folgen des Klimawandels;
- b. die Massnahmen zur Verminderung der Treibhausgasemissionen im In- und Ausland;
- c. die Massnahmen zur Bewältigung der Folgen der erhöhten Treibhausgaskonzentration in der Atmosphäre

### 7.1.2 Quellenverzeichnis

- ARE (2016a) : Strategie Nachhaltige Entwicklung 2016-2019,  
<http://www.are.admin.ch/themen/nachhaltig/00262/00528/index.html?lang=de>
- BAFU (2014): Aktionsplan Anpassung an den Klimawandel 2014–2019. Zweiter Teil der Strategie des Bundesrates vom 9. April 2014.
- BAFU (2016): Grüne Wirtschaft – Massnahmen des Bundes für eine ressourcenschonende, zukunftsfähige Schweiz, Bericht an den Bundesrat, 20. April 2016
- BFE (2013): EnergieSchweiz 2013 – 2020, Detailkonzept,  
<http://www.energieschweiz.ch/utilities/publikationen.aspx>
- BFE EnergieSchweiz und Trägerverein Energiestadt: 2000-Watt-Gesellschaft:  
<http://www.2000watt.ch/die-2000-watt-gesellschaft/>
- BLW (2011): Klimastrategie Landwirtschaft. Klimaschutz und Anpassung an den Klimawandel für eine nachhaltige Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft
- Bundesrat (2014): Strategie des Bundesrates zur Anpassung an den Klimawandel in der Schweiz, 2. Teil der Strategie: Aktionsplan 2014–2019.  
<http://www.bafu.admin.ch/klima/13877/14401/14895/index.html?lang=de>
- cR Kommunikation AG (2014): Akteursanalyse Klimakommunikation & -beratung. Schlussbericht. Im Rahmen der Abklärungen für das Konzept Klimaprogramm als Arbeitspapier erstellt.
- Deutschland, BMUB (2008): Bundesministerium für Umwelt, Naturschutz, Bau und Reaktorsicherheit, Nationale Klimaschutzinitiative
- Deutschland, BMUB (2014): Aktionsprogramm Klimaschutz 2020, <https://www.klimaschutz.de/>
- Deutschland, BMUB (2015): Dialogprozess zum Klimaschutzplan 2050, Massnahmenkatalog,  
<http://www.klimaschutzplan2050.de/ergebnisse/>
- Deutschland, BMUB (2016): Pressemitteilung zur Förderung von Kommunen für Klimaschutz,  
<http://www.bmub.bund.de/presse/pressemitteilungen/pm/artikel/bundesumweltministerium-foerdert-22-kommunen-in-ganz-deutschland-als-klimaschutz-vorreiter/>
- European Environment Agency (2016): Communication, environment and behaviour,  
<http://www.eea.europa.eu/publications/communication-environment-and-behaviour>
- European Commission (2014): Sixth National Communication and First Biennial Report from the European Union under the UN Framework Convention on Climate Change (UNFCCC), Chap.9 Education, Training and Public Awareness

greenjobs (2014a): Klimabildung in der beruflichen Grundbildung, Analyse und Empfehlungen. Im Rahmen der Abklärungen für das Konzept Klimaprogramm als Arbeitspapier erstellt.

greenjobs (2014b): Klimabildung in der höheren Berufsbildung, Analyse und Empfehlungen. Im Rahmen der Abklärungen für das Konzept Klimaprogramm als Arbeitspapier erstellt.

IDHEAP (2016): Analyse de mise en œuvre de la politique climatique suisse, Rapport Final.

INFRAS (2015a): Klimaschutz und Grüne Wirtschaft – was meint die Bevölkerung? Ergebnisse einer repräsentativen Bevölkerungsbefragung, Zürich, <http://www.bafu.admin.ch/klima/00509/13883/index.html?lang=de>

INFRAS (2015b): Umfrage Grüne Wirtschaft und Klima. Technischer Bericht zur Konzeptionierung, Zürich, <http://www.bafu.admin.ch/klima/00509/13883/index.html?lang=de>

IPCC (2014): Summary for Policymakers. In: Climate Change 2014: Mitigation of Climate Change. Contribution of Working Group III to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change

John (2016): Klimabildung und Klimawissen in der obligatorischen Schule und auf Sekundarstufe II – IST-Analyse, Bedarfsabklärung und Vorschläge, Im Rahmen der Abklärungen für das Konzept Klimaprogramm als Arbeitspapier erstellt.

KlimaBündnis – Städte Schweiz (KBSS) bei: Schweizerischer Städteverband – Fachorganisation Kommunale Infrastruktur; <http://www.klimabuendnis.ch/>

OcCC (2015): Strategische Empfehlungen zur Klimapolitik

Auszug: «Das OcCC empfiehlt, dass der Bund zum Themenkreis Klima mit den betroffenen Departementen und Bundesämtern eine Kommunikationsstrategie entwickelt und diese öffentlichkeitwirksam von höchsten Verwaltungsstellen aus lanciert, ähnlich wie dies im Gesundheitsbereich (Impfkampagnen, AIDS, Alkoholprävention, etc.), im Verkehrssicherheitsbereich (ViaSicura) oder im Energiebereich (EnergieSchweiz) bereits gemacht wird.»

OECD (2014): Greening Household Behaviour – Overview from the 2011 Survey – Revised edition, ISBN 9789264214651 (PDF). Auszug: «The new survey confirms the importance of providing the right economic incentives for influencing our decisions. The findings indicate that «soft» measures such as labelling and public information campaigns also have a significant complementary role to play»

Österreich, (BMLFUW): Bundesministerium für Land- und Forstwirtschaft, Umwelt und Wasserwirtschaft, Klimaschutzinitiative klimaaktiv, <http://www.klimaaktiv.at/>

Sanu (2014): Analyse der Klimabildung Schweiz, Empfehlungen für ein Klimaprogramm Bildung im tertiären und nicht formalen Bereich. Im Rahmen der Abklärungen für das Konzept Klimaprogramm als Arbeitspapier erstellt.

Sanu (2015): Analyse der Klimabildung 2 – Stand der Umsetzung und Massnahmenvorschläge im Tertiär A- und nicht formalen Bereich, Schlussbericht. Im Rahmen der Abklärungen für das Konzept Klimaprogramm als Arbeitspapier erstellt.

SBFI (2016) Das duale System der Berufsbildung in der Schweiz,

Link: <https://www.sbf.admin.ch/sbf/de/home/themen/berufsbildung/das-duale-system.html>

WBGU (2011): Welt im Wandel, Gesellschaftsvertrag für eine Grosse Transformation – Ein Beitrag zur Rio+20-Konferenz 2012, Zusammenfassung des Hauptgutachtens für Entscheidungsträger, Wissenschaftlicher Beirat der Bundesregierung Globale Veränderungen, ISBN 978-3-936191-46-2, publiziert 2011.

WBGU (2016): Der Umzug der Menschheit: Die transformative Kraft der Städte – Ein Beitrag zu Habitat III, Zusammenfassung des Hauptgutachtens, Wissenschaftlicher Beirat der Bundesregierung Globale Veränderungen, ISBN 978-3-936191-71-4

## 7.2 Anhang 2: Massnahmenblätter Bildung

### 7.2.1 BM 1 – Klimakompetenzen in der beruflichen Grundbildung (EFZ/EBA) fördern

#### Beschrieb

- Unterstützung des Erwerbs und der Anwendung von Klimakompetenzen an allen drei Lernorten der beruflichen Grundbildung (Lehrbetrieb, Berufsfachschule, überbetriebliche Kurse) durch praxistaugliche Informationen und Instrumente für alle auf dieser Stufe relevanten Bildungsakteure (Schwerpunkt);
- Begleitung von Berufsreformen sowie von neuen Berufen, mit dem Ziel, Handlungskompetenzen in den Bildungserlassen klimarelevanter Berufe der beruflichen Grundbildung gemäss dem etablierten Verfahren zwischen BAFU, BFE, SBFI und den Organisationen der Arbeitswelt (OdA) adäquat festzuhalten.

#### Ziele

- Akteure der beruflichen Grundbildung (in OdAs, Berufsfachschulen, überbetrieblichen Kompetenzzentren und Betrieben) verfügen im Bereich Klimaschutz über praxisorientierte Informationen und Instrumente für Unterricht, Prüfung und Anwendung im Betrieb.
- Klimarelevante Handlungskompetenzen sind in den Bildungserlassen der beruflichen Grundbildung verankert.

#### Aktivitäten

- Unterstützung bei der Entwicklung und Anwendung von ca. 4 Umsetzungshilfen pro Jahr (z.B. Leitfaden, Faktenblätter mit guten Beispielen für die Integration von Klimakompetenzen in Unterricht, Prüfungen und im Lehrbetrieb, Weiterbildungen von Lehrkräften)
- Begleitung bei der Erarbeitung von Bildungsreformen und von neuen Berufen (nach Relevanz eines Berufes für den Klimaschutz)

#### Wer

- BAFU/BFE mit SBFI und Organisationen der Arbeitswelt (für Bildungsreformen)
- BAFU/BFE mit Organisationen der Arbeitswelt und Bildungsanbietern (für Unterrichtshilfen)

## 7.2.2 BM 2 – Klimakompetenzen in der höheren Berufsbildung (BP/HFP/HF) fördern

### Beschrieb

- Unterstützung der Bildungsanbieter mit Unterrichtshilfen zur Integration von klimarelevanten Handlungskompetenzen in die höhere Berufsbildung
- Begleitung bei der Erarbeitung oder Revision von eidgenössischen Prüfungen oder Rahmenlehrplänen klimarelevanter Berufe mit dem Ziel, Handlungskompetenzen zu Klimaschutz gemäss dem etablierten Verfahren zwischen BAFU, BFE, SBFI und den Organisationen der Arbeitswelt (OdAs) adäquat festzuhalten.

### Ziele

- Fachlehrpersonen und Expertinnen und –experten der höheren Berufsbildung verfügen über praxisorientierte Unterrichtshilfen für Ausbildung und Prüfung zum Thema Klimaschutz
- Klimarelevante Handlungskompetenzen sind adäquat in den Bildungserlassen klimarelevanter Berufe der höheren Berufsbildung festgehalten.

### Aktivitäten

- Unterstützung bei der Entwicklung und Anwendung von ca. vier Umsetzungshilfen pro Jahr (Unterrichtshilfen, Empfehlungen, Pilotversuche Unterricht, Zusammenstellung von guten Praxisbeispielen)
- Begleitung bei der Erarbeitung oder Revision von eidgenössischen Prüfungen oder Rahmenlehrplänen (nach Relevanz des Berufes für den Klimaschutz)

### Wer

- BAFU/BFE mit SBFI und Organisationen der Arbeitswelt (für Bildungserlasse)
- BAFU/BFE mit Organisationen der Arbeitswelt und Bildungsanbietern (für Unterrichtshilfen)

### 7.2.3 BM 3 – Netzwerke in der Berufsbildung fördern und stärken

#### Beschrieb

- Unterstützung für den Aufbau eines nationalen Netzwerks von Akteuren aus Organisationen der Arbeitswelt (OdAs), Bildungsinstitutionen und Betrieben, mit dem Ziel, Wissen und Erfahrungen zu verbreiten und zu teilen, wie Fachwissen und Handlungskompetenzen zum Klimaschutz in der Berufsbildung gestärkt werden können. Die Massnahme berücksichtigt bisherige Aktivitäten;
- Das Netzwerk dient dazu, Erfahrungen insbesondere der Massnahmen «Klimakompetenzen in der beruflichen Grundbildung fördern» und «Klimakompetenzen in der höheren Berufsbildung fördern» bekannt und für andere Berufe/Branchen zugänglich zu machen sowie branchenübergreifende Kooperationen zu fördern.

#### Ziele

- Der Aufbau des Netzwerks verstärkt den Austausch von Fachwissen und Erfahrungen zu Klimaschutz in der Berufsbildungspraxis und ermöglicht eine branchenübergreifende Zusammenarbeit von Organisationen der Arbeitswelt, Betrieben, Bildungsinstitutionen und Stellen von Bund und Kantonen;
- Gute Beispiele in der Berufsbildung und Berufspraxis sind bekannt und motivieren Akteure in Bildungsinstitutionen und Berufspraxis, selber aktiv zu werden;
- Partnerschaften zum Thema Klimaschutz in der Berufsbildung sind etabliert.

#### Aktivitäten

- Konzept entwickeln für den Aufbau eines Netzwerks Klimabildung in besonders klimarelevanten Berufen (z.B. für Berufe in den Bereichen Verkehr und Logistik, Handel, Landwirtschaft und Ernährung). Dabei werden die bisherigen Vorarbeiten berücksichtigt und ergänzt;
- Bekanntmachen des Konzepts in bestehenden Netzwerken und Tagungen der Berufsbildung
- Austauschtreffen durchführen (z.B. thematische Workshops; Tagung alle 2 Jahre);
- Resultate und Erfahrungen kommunizieren, Partnerschaften stärken.

#### Wer

- BAFU/BFE mit Organisationen der Arbeitswelt, Bildungsverantwortlichen von Kantonen (Berufsfachschulen, Berufsbildungsämter) und Fachorganisationen wie *éducation21*

#### 7.2.4 BM 4 – Klimakompetenzen in der beruflichen Weiterbildung fördern

##### Beschrieb

- Unterstützung von Beruf- und Branchenverbänden, Betrieben und Bildungsanbietern bei Aufbau und Durchführung von Weiterbildungen zum Klimaschutz für Berufsleute. Der Fokus liegt dabei auf klimarelevanten Berufsfeldern, die bisher wenig aktiv sind (z.B. Mobilität/Logistik, Landwirtschaft/Ernährung, Finanzwirtschaft).
- Die Weiterbildungs- und Beratungsangebote (ein- und mehrtägige Kurse, mehrwöchige Schulungen, auch Foliensätze, Kurz-Videos, Empfehlungen, Checklisten) sollen Fachkräfte und Entscheidungsträger befähigen und motivieren, Prozesse und Entscheide mit Klimarelevanz so zu gestalten, dass weniger Treibhausgase verursacht, Fehlanreize eliminiert und Chancen des Klimaschutzes genutzt werden.

##### Ziele

- Akteure der beruflichen Weiterbildung (aus Berufs- und Fachverbänden, Unternehmen und von Bildungsanbietern) verfügen im Bereich Klimaschutz über die fachlichen Grundlagen zum Aufbau neuer oder zur Anpassung von bestehenden Weiterbildungsangeboten.
- Ein Weiterbildungsangebot für Berufsleute aus klimarelevanten Berufsfeldern ist aufgebaut.
- Inhalte / Lektionen mit Klimaschutzinhalten sind in bereits auf dem Markt etablierten Weiterbildungen integriert.
- Weiterbildungs- und Beratungsangebote sind via bestehende Netzwerke (z.B. von Branchen, Verbänden) und Informationskanäle (z.B. Newsletter oder Branchentreffen) bekannt.
- Berufsleute auf allen Stufen in Unternehmen, Verbänden und Gemeinden sind über die Möglichkeit informiert, wie sie beitragen können, Entscheide und Prozesse in ihrer Organisation auf Klimarelevanz auszurichten. Sie werden durch gute Beispiele motiviert, selber aktiv zu werden.

##### Aktivitäten

- Interesse bei Berufs- und Branchenverbänden sowie Unternehmen fördern, die Weiterbildung von Berufsleuten in klimarelevanten Berufsfeldern aktiv mitzugestalten;
- Unterstützung bieten bei der Entwicklung und Anwendung von Lern-/Kurs- und Beratungsangeboten;
- Gute Praxisbeispiele bekannt machen und Erfahrungsaustausch fördern sowie Unternehmen, Branchen und Verbände via ihre Netzwerk- und Informationsaktivitäten motivieren, selber aktiv zu werden.
- Interesse an Weiterbildungs- und Beratungsangeboten für klimarelevante Unternehmen und Branchenverbände und ihre Fachkräfte via ihre Netzwerke/Infokanäle

##### Wer:

- BAFU/BFE in Zusammenarbeit mit Branchenverbänden, Betrieben und Bildungsanbietern

## 7.2.5 Grundlagen für eine stufengerechte Klimabildung erarbeiten

### Beschrieb

- Als flankierende Massnahme zum Klimaprogramm sollen Vertreterinnen und Vertreter der Lehrpersonen, der Lehrerbildung und der Klimawissenschaften gemeinsam ein Bildungskonzept (inklusive Modell-Curriculum) für die Allgemeinbildenden Schulen entwickeln. Darin sind Klimakompetenzen stufengerecht und fächerübergreifend verankert.
- Auf dieser Basis werden handlungsorientierte Unterrichts- und Planungshilfen sowie entsprechende Aus- und Weiterbildungsangebote für Lehrpersonen erarbeitet.

### Ziele

- Die Massnahme ist eine Vorleistung für eine sachgerechte Aus- und Weiterbildung von Berufsleuten.
- Lehrpersonen können auf der Basis des Bildungskonzepts (inklusive Modellcurricula) und der handlungsorientierten Unterrichts- und Planungshilfen, die Klimathematik sach- und stufengerecht in ihren Unterricht integrieren.
- Der Aufwand von Lehrpersonen ist durch praxisnahe Unterrichts- und Planungshilfen vermindert. Dadurch wird die Bereitschaft für handlungsorientierten Unterricht im Bereich Klima gefördert.
- Durch die Zusammenarbeit der Bildungs- und Klimawissenschaft sind die Unterrichts- und Planungshilfen in hohem Mass wissenschaftlich und entsprechen dem Stand der fachdidaktischen Entwicklung.

### Aktivitäten

- Entwicklung eines Bildungskonzepts mit kompetenzbasiertem Modell-Curriculum zur stufengerechten und fächerübergreifenden Verankerung der Themen Klimawandel und Klimaschutz für die Allgemeinbildung (Primarschule, Sekundarstufe I, Sekundarstufe II).
- Darauf aufbauend Konzeption und Realisierung von Unterrichts- und Planungshilfen (z.B. Lernlandkarte Klimawandel für Lehrpersonen Sek II) für Lehrpersonen der Allgemeinbildenden Schulen.

### Wer

- Vertreter und Vertreterinnen von Schulen der Allgemeinbildung, Pädagogischen Hochschulen, Klimaforschungsinstitutionen und des internationalen Bildungsprogramms für alle Schulstufen im Bereich Erdsystemwissenschaften (GLOBE Schweiz)

## 7.2.6 Klimakompetenzen in der Allgemeinbildung fördern

### Beschrieb

- Flankierende Massnahme zum Klimaprogramm: Unterstützung von Institutionen und ihren Lehrpersonen, die Klimabildung an und für Schulen und anderen Bildungsinstitutionen anbieten im Fächerbereich «Mensch, Natur, Gesellschaft» in der Primarschule, auf der Sekundarstufe I, im allgemeinbildenden Unterricht der beruflichen Grundbildung sowie in der Erwachsenenbildung.
- Die Bildungsorganisationen sollen mit ihren praxisorientierten Angeboten für Schulen (z.B. Klimaprojekte) eine möglichst nachhaltige Wirkung für die Förderung der Sach- und Handlungskompetenzen insbesondere von Jugendlichen erzielen.
- Die Angebote für Schulen sollen für alle Sprachregionen zur Verfügung stehen und dienen als Beitrag zur Umsetzung des Lehrplans in die Praxis.

### Ziele

- Die Massnahme ist eine Vorleistung für eine sachgerechte Aus- und Weiterbildung von Berufsleuten.
- Lehrpersonen stehen praxisorientierte Angebote für schulinterne Projekte und bei ausserschulischen Anbietern in allen Sprachregionen zur Verfügung.
- Jugendliche verfügen über ein Grundverständnis für die Ursachen der Klimaveränderung, deren Auswirkung auf unseren Lebensraum, wissen um die Handlungsmöglichkeiten zu Klimaschutz im Alltag und sind motiviert, diese umzusetzen.

### Aktivitäten

- Basierend auf dem Bildungskonzept mit Modell-Curriculum (Massnahme «Grundlagen für eine stufengerechte Klimabildung erarbeiten») u.a. «Themenkoffer» für Klima-Ateliers entwickeln und Materialien zur Verfügung stellen
- Einen Pool von «Klimabotschaftern» für Inputlektionen oder erlebnisorientierten Unterricht in Projektwochen aufbauen für den Einsatz in Schulen und an ausserschulischen Lernorten (z.B. in der Gemeinde)

### Wer

Private Institutionen, die Klimabildung anbieten und nach Bedarf Pädagogische Hochschulen

## 7.3 Anhang 3: Massnahmenblätter Kommunikation

### 7.3.1 KM 1 – Klimaberatung für Energiestädte stärken

#### Beschrieb

- Unterstützung von Fachleuten für Beratung und Audits für Energiestädte durch praxisorientierte Weiterentwicklung von Instrumenten (z.B. Leitfaden zur Erstellung einer Klimastrategie)
- Verstärkung der klimarelevanten Aspekte im Massnahmenkatalog zum Energiestadtlabel und in den Umsetzungshilfen, z.B. durch Ergänzung mit neuen Kriterien und besserer Bewertung dieses Themas (z.B. Klimastrategie inkl. Anpassung, Kommunikationsmassnahmen zu Klima)
- Ergänzung des Katalogs mit Massnahmen zu den Themen Ernährung, Freizeitmobilität und Grünfläche.

#### Ziele

- Beratungs- und Auditfachleute kennen Konzepte und Instrumente, um die Klimathematik in Energiestädten besser zu verankern, und wenden sie an.
- Klimarelevante Massnahmen werden im Bewertungskatalog des Energiestadtlabels verstärkt.
- Die Gemeinden/Städte kennen ihre Potenziale im Klimabereich (Treibhausgasinventar, Absenkpfad und Massnahmen zur Reduktion der Treibhausgase sowie Anpassung an den Klimawandel), schöpfen diese aktiv aus und nehmen dabei ihre Vorbildfunktion wahr.

#### Aktivitäten

- Überprüfung der bestehenden Angebote für Beratungsfachleute betreffend die Verstärkung von Klimaaspekten und Empfehlungen zur Weiterentwicklung erarbeiten
- Weiter- oder Neuentwicklung von Massnahmen/Umsetzungshilfen für das Energiestadtlabel; falls zeitlich machbar Testphase und Einführung von neuem Massnahmenkatalog (Pilotphase 2016, Einführung 2017) begleiten
- Weiterentwicklung von Konzepten/Umsetzungshilfen zur Einführung der 1-Tonnen-CO<sub>2</sub>-Gesellschaft
- In Pilotprojekten Angebote testen, evaluieren und Resultate kommunizieren

#### Wer

- BAFU in Absprache mit BFE, EnergieSchweiz für Gemeinden, Trägerverein Energiestadt, bestehendes Netz von rund 90 Energiestadtberater/innen (für rund 390 Gemeinden) nutzen

### 7.3.2 KM 2 – Klimaberatung von Gemeinden verankern

#### Beschrieb

- Unterstützung von Personen, die für den Vollzug auf kommunaler Ebene zuständig sind (z.B. Energieberater, Umweltfachstellen, Raumplaner, Gärtner, Infrastruktur) durch praxisorientierte, einfach anwendbare Instrumente und Beratung; dies in Abstimmung zu bestehenden und geplanten Arbeiten des Aktionsplans Anpassung an den Klimawandel. Das vereinfacht die Herangehensweise für Städte/Gemeinden, die sich nicht prioritär mit diesem Thema beschäftigen.
- Bei den Praxishilfen geht es insbesondere um ein für kleinere Gemeinden geeignetes Treibhausgasinventar als Basis für einen Absenkpfad für Treibhausgasemissionen und als Grundlage für die Umsetzung wie baurechtliche Vorschriften, Empfehlungen betreffend Grünflächenanteil für eine klimafreundliche Stadtentwicklung oder Handlungsanweisungen und Checklisten für eine klimafreundliche Stadtgärtnerei.
- Die Beratung soll die Gemeinden befähigen, eine lokale und regionale Klimastrategie zu erarbeiten und umzusetzen.
- Zusammenstellen von guten Praxisbeispielen und deren Bekanntmachung über bestehende Gemeinde-Netzwerke (z.B. Gemeinde-Städteverband, EnergieSchweiz für Gemeinden, Klimabündnis, Regionalverbände)

#### Ziele

- Praxishilfen zur Umsetzung innovativer und ambitionierter Konzepte sowie Beratungsangebote für die Gemeinden im Bereich Klimaschutz sind vorhanden;
- Gemeinden kennen das Angebot (Instrumente und Beratung) und machen Gebrauch davon; dadurch ist die Rolle der Gemeinden im Vollzug gestärkt
- Von den total 1967 «Nicht-Energiestadt»-Gemeinden kennen mittelfristig x Gemeinden über z.B. 4'000 Einwohner/innen das Angebot.
- Diese Gemeinden/Städte kennen ihre Potenziale im Klimabereich, schöpfen diese aktiv aus und nehmen dabei ihre Vorbildfunktion gegenüber der Bevölkerung wahr.

#### Aktivitäten

- Vorgehensweise für Beratung und Instrumente entwickeln, Netzwerke prüfen, für das Angebot geeignete Gemeinden nach Kriterien wie Interesse am Thema, Grösse, Region etc. festlegen
- Entwicklung geeigneter Instrumente (Checklisten, Konzepte) und Beratungen
- Pilotprojekte realisieren und auswerten (z.B. mit BEAKOM-Gemeinden des Kantons Bern/Berner Energieabkommen)
- Angebote entwickeln, anwenden, auswerten und bekannt machen

#### Wer

- BAFU in Absprache mit BFE, EnergieSchweiz für Gemeinden, Städte- und Gemeindeverbänden sowie KVV: Konferenz der Vorsteher der Umweltschutzämter der Schweiz, Arbeitsgruppe Kommunikation

### 7.3.3 KM 3 – Klima-Kommunikation von Energiestädten unterstützen

#### Beschrieb

- Motivation von Energiestädten, ihre bestehenden Informations- und Kommunikationsarbeiten mit neuen (Klima-)Ideen zu ergänzen und diese zu verbreiten. Dazu benötigen sie konkrete, einfach umsetzbare Angebote (z.B. Klima-Beratungen für KMU, klimafreundliche Veranstaltung für Vereine, Veranstaltungsserie, Klimatipps, Aktionstag Klima);
- Bearbeitung von auf den Massnahmenkatalog des Energiestadtlabels abgestimmten Themen mit Fokus auf «grüne» Themen und Mobilität (z.B. Freizeit-Mobilität, Ernährung und Grünflächen/Stadtgrün) und auf die Entwicklung von Angeboten für die Bevölkerung (z.B. Aktionstag «klimafreundliche» Ernährung, klimafreundliches Kochen, klimafreundliche Gartenberatung);
- Die Arbeiten/Angebote tragen den energiepolitischen Strukturen von Energiestadt-Gemeinden und den Kriterien des Massnahmenkatalogs Rechnung.

#### Ziele

- Die Information und Beratung zu Klimaschutz und Anpassung an Klimawandel in den Energiestädten ist gestärkt. Die Energiestädte nehmen ihre Vorbildfunktion wahr und wirken als Multiplikatoren für Ideen und Massnahmen betreffend Klimaschutz und Anpassung an Klimawandel.
- Spezifische Zielgruppen wie Einwohnerinnen und Einwohner, Vereine oder lokale Unternehmen sind über Möglichkeiten zu klimafreundlichem Verhalten informiert und erhalten Unterstützung, um konkrete Empfehlungen umzusetzen.

#### Aktivitäten

- Entwickeln und Bereitstellen von Angeboten nach Bedarf für Energiestädte
- Angebote ausprobieren (lassen), auswerten und Resultate/Empfehlungen kommunizieren

#### Wer

- BAFU in Absprache mit Trägerverein Energiestadt; BFE, EnergieSchweiz für Gemeinden

### 7.3.4 KM 4 – Klima-Kommunikation von Gemeinden unterstützen

#### Beschrieb

- Motivation von Städten/Gemeinden, ihre Netzwerke und bestehenden Informations- und Kommunikationsarbeiten mit neuen Ideen zu ergänzen und diese zu verbreiten. Dazu benötigen sie konkrete, einfach umsetzbare Angebote, die sie aus eigener Kraft nicht entwickeln können (z.B. Beratungen für KMU, klimafreundliche Veranstaltung für Vereine, Veranstaltungsserie, Klimatipps, Aktionstag Klima). Das vereinfacht die Herangehensweise für Städte/Gemeinden, die sich nicht prioritär mit diesem Thema beschäftigen.
- Städte/Gemeinden realisieren diese Arbeiten unter ihrem Namen, da sie die erforderliche Bürgernähe bieten.

#### Ziele

- Information zu Klimaschutz und Anpassung an Klimawandel sind veröffentlicht und tragen zur Sensibilisierung und Bewusstseinsbildung der Öffentlichkeit auf kommunaler Ebene bei.
- Die Gemeinden nehmen ihre Vorbildfunktion wahr und wirken als Multiplikatoren für Ideen und Massnahmen betreffend Klimaschutz und Anpassung an Klimawandel und als Vermittlerin von Wissen für die verschiedenen Zielgruppen. (z.B. via bestehende Förderprogramme)
- Spezifische Zielgruppen wie Bürger und Bürgerinnen, Vereine oder lokale Unternehmen sind über Möglichkeiten zu klimafreundlichem Verhalten informiert und erhalten Unterstützung, um konkrete Empfehlungen umzusetzen.
- Das Profil von Gemeinden/Städten als wichtige Ansprechpartner für die verschiedenen Zielgruppen ist gestärkt, durch Information über konkrete Projekte und Unterstützungsmöglichkeiten

#### Aktivitäten

- Übersicht erstellen über bestehende Kommunikationsinstrumente und Netzwerke
- Ziele der unterschiedlichen Zielgruppen definieren und Schwerpunkte festlegen
- Angebote zu verschiedenen Themen und Zielgruppen im Baukastenprinzip entwickeln und bereitstellen
- Angebote ausprobieren, auswerten und Resultate sowie Empfehlungen kommunizieren

#### Wer

- BAFU in Absprache mit BFE, Städte- und Gemeindeverbänden; KVV: Konferenz der Vorsteher der Umweltschutzämter der Schweiz, Arbeitsgruppe Kommunikation, Klimabündnis

### **7.3.5 KM 5 – Klima-Kommunikation in Modell-Projekten für definierte Zielgruppen fördern**

#### **Beschrieb**

- Unterstützung / Initiierung von innovativen Projekten zur Beratung, Sensibilisierung, Information, Erfahrungsaustausch, Vernetzung und Motivation von bestimmten Zielgruppen wie Konsumentinnen und Konsumenten oder Mitarbeitende von Unternehmen.
- Die Projekte sollen Modell stehen für die Entwicklung von anderen Projekten und zum Nachahmen motivieren, indem Handlungsoptionen aufgezeigt, sowie Ideen und Erkenntnisse präsentiert und bekannt gemacht werden.
- Spezifische Kriterien und Prioritäten bei der Förderung gewährleisten, dass die Projekte konkretes, nachweisbares Handeln zugunsten der klimapolitischen Ziele unterstützen sowie spezifische Zielgruppen erreicht werden, die bisher nicht, ungenügend oder auf wenig geeignete Weise adressiert wurden.
- Die Modellprojekte können eine mehrjährige Kampagne ergänzen oder dienen als Vorbereitung dafür.

#### **Ziele**

- Die Motivation von Akteuren, innovative Ideen zu entwickeln, um spezifische Zielgruppen (z.B. Wohnungseigentümer) stärker als bisher zu informieren, motivieren und mobilisieren ist gestärkt
- Die Entwicklung von Informationen / Darstellungsformen etc., um bestimmte Zielgruppen zu Klimaschutz zu informieren und zu motivieren, erhält einen Innovationsschub.
- Die Modellprojekte dienen zu Informations-/Kommunikations- und Demonstrationszwecken
- Das Wissen zur besseren Erreichung bestimmter Zielgruppen dient als Basis für die Adressierung von einem grösseren Teil der Bevölkerung als bisher (Multiplikatoreffekt).

#### **Aktivitäten**

- Definition der Unterstützungskriterien sowie der Entscheidungswege für die Unterstützung;
- Angebot bekannt machen (Tagungen, Newsletter, Website) und Ideenwettbewerb lancieren;
- Lancierung/Unterstützung einiger Pilot-Projekte im Bereich Information, Sensibilisierung, Erfahrungsaustausch und Vernetzung (z.B. Ausbau Netzwerk Klimabündnis Westschweiz, Ausbau Klimaplattform der Wirtschaft) und Evaluation

#### **Wer**

- BAFU in Zusammenarbeit mit BFE und weiteren Partnern

### 7.3.6 KM 6 – Öffentlichkeit zu Klimaschutz informieren, beraten und motivieren

#### Beschrieb

- Information der Öffentlichkeit und von spezifischen Zielgruppen wie Konsumenten und Konsumentinnen oder bestimmte Branchen über Klimaauswirkungen mit dem Ziel, ihre Handlungsbereitschaft zu stärken, eigene Beiträge an die klimapolitischen Zielen 2050 zu leisten. Die Öffentlichkeitsarbeiten sollen ergänzend und in Abstimmung mit anderen Informations- und Kommunikationsangeboten von Bund, Kantonen und weiteren Akteuren erfolgen.
- Zusammenarbeit mit relevanten Partnern auf Ebene Bund, Kantone, Gemeinden und Wirtschaft, die sich mit eigenen Aktivitäten beteiligen. Je mehr Akteure/Partner (breite Trägerschaft) sich für eine Teilnahme mobilisieren lassen, desto wirkungsvoller kann die Kommunikation ausfallen (gegenseitigen Mehrwert schaffen).
- In einem Konzept werden wichtige Eckpunkte der Öffentlichkeitsarbeit festgelegt wie jährliche thematische Schwerpunkte, geplante Aktionen, Instrumente, Zielgruppen und Partner.

#### Ziele

- Information zu Klimawandel und Handlungsoptionen zum Klimaschutz werden breit wahrgenommen: in allen Sprachregionen, soziodemografischen Gruppen und Branchen.
- Die Kommunikation fördert die Akzeptanz für klimafreundliche Verhaltensweisen bei der Arbeit und im Privatleben.
- Die Bereitschaft der Öffentlichkeit zur Einstellungs- und Verhaltensänderung nimmt über die Dauer der Programmaktivitäten kontinuierlich zu.
- Die Öffentlichkeit (inklusive spezifischen Zielgruppen) handelt im Rahmen ihrer Möglichkeiten im Sinne des Klimaschutzes.
- In der Öffentlichkeit setzen sich Vorstellungen, die ein klimaschonendes Verhalten fördern, mehr und mehr durch
- Es werden Rahmenbedingungen begünstigt, die es der Öffentlichkeit, Unternehmen, Konsumentinnen und Konsumenten leichter machen, sich klimaschonend zu verhalten.

#### Aktivitäten

- Thematische Schwerpunkte und Ziele der Öffentlichkeitsarbeit zum Klimaschutz definieren auf Basis der bisherigen Arbeiten von Bund, Kantonen, Gemeinden und weiteren Akteuren der Klimakommunikation;
- Abklären von Partnermodellen und zu Finanzierungsmöglichkeiten;
- Einbezug der Erkenntnisse und Erfahrungen aus den Aktivitäten in den anderen Massnahmen des Klimaprogramms (z.B. KM 5 Modellprojekte) ;
- Konzeption und Umsetzung der Öffentlichkeitsarbeit und von Kampagnen mit thematischen Schwerpunkten

#### Wer

- BAFU, BFE, MeteoSchweiz, weitere Bundesstellen, Kantone, Gemeinden, weitere Partner/Akteure (Trägerschaft). Beteiligung von weiteren Akteuren wie Fach- und Wirtschaftsverbände